LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

N°146 - Juin 2010ko Ekaina MENSUEL : 2 €

Les preuves d'une vie



Réforme territoriale
p. 2

L'hydroélectricité
p. 5

Le commerce hazpandar
p. 10 à 12

La fiscalité basque
p. 14-15

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

EAJ PNB
www.eaj-pnb.eu

Virginie Brillant : « Prolongeons la réflexion institutionnelle »



À l'aube de la réforme des Collectivités territoriales, les Conseils de développement et des élus affutent leurs arguments pour inclure la spécificité du Pays basque, dans ce nouveau dispositif. Voici l'avis de Virginie Brillant, avocate et membre du Conseil de développement. Cet interview a été réalisée avant le refus par l'Assemblée Nationale de l'amendement évoqué ci-dessous, mais cela ne change pas la réflexion sur la réforme en cours.

Quelles sont les propositions des Conseils de développement et des élus concernant la réforme des Collectivités territoriales ?

Dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales engagée par le Gouvernement, le Conseil de développement a évoqué trois axes possibles d'évolution :

- Le prolongement du mode de gouvernance actuel (l'État et les collectivités locales ont mis en place un dispositif qui repose sur un Conseil des élus du Pays basque (- 79 membres- un Conseil de Développement du Pays basque – 121 membres- et une ingénierie territoriale)
- La mise en place d'un établissement public disposant à titre expérimental de compétences déléguées
- La création d'une collectivité spécifique dotée de compétence propre.

Le Conseil des élus et le Conseil de développement se sont prononcés en faveur de la création d'une nouvelle organisation qui permettra d'asseoir la spécificité du Pays basque.

Parmi les pistes à explorer, le Conseil de Développement en prenant en compte le risque d'affaiblissement du dispositif Pays basque du fait de par la réforme, a considéré que la création des « pôles métropolitains » prévues par le projet de loi pouvait être une opportunité. Toutefois, deux inflexions ont été identifiées pour adapter le pôle à la réalité du territoire : abaisser les seuils de population de 300 à 250 000 habitants, intégrer la dimension rural/urbain et inscrire l'action du pôle (regroupement des EPCI à fiscalité propre) en partenariat avec le Département et la Région.

Le Conseil a formulé trois propositions d'amendements au projet de loi : le premier propose de fixer de nouveau seuil de population, le second évoque le partenariat entre le pôle métropolitain, le Département et la Région et enfin, le création d'un Conseil de développement dans le pôle.

N'est-ce pas contraire à l'esprit d'une loi générale que d'introduire des amendements pour répondre spécifiquement à un cas particulier ?

Le projet de loi envisage une réforme profonde de l'architecture institutionnelle locale et il s'agit d'une réforme très contestée. Il est nécessaire que le Pays basque revendique ses spécificités. La Conseil de Développement explore une des pistes ouvertes par le projet de réforme. Si l'agglomération parisienne fait l'objet d'un traitement particulier du fait de sa densité et de son rôle de capitale, l'introduction d'amendements tels qu'ils sont proposés pour le Pays basque n'est en aucun cas contraire à l'esprit de la loi.

D'autre part, il appartient au CDPB de réagir à tout projet qui remet en cause la démarche territoriale Pays basque. La réforme envisagée fragiliserait les efforts réalisés depuis 15 ans. En proposant des amendements au projet, le CDPB tente de rappeler que le Pays basque n'est pas un territoire comme les autres.

Les deux Conseils ont-ils abandonné l'idée d'une Collectivité territoriale du Pays basque, envisagé explicitement voilà près d'un an ?

L'idée de la création d'une collectivité territoriale du Pays basque est un des scénarios envisagés par le Conseil de Développement. Il semble que le groupe de travail du CDPB chargé de réfléchir aux alternatives de la réforme explore pour l'instant les possibilités offertes par le nouveau cadre législatif.

N'est-ce pas plus efficace de développer et de débattre sur le projet d'une Collectivité territoriale du Pays basque ? N'y a-t-il pas encore le risque d'être dans un cadre général qui soit très complexe ?

Les propositions réalisées par le CDPB ont fait l'objet d'un consensus. La démarche consistant à proposer des amendements à un projet de loi constitue une des réponses possibles et surtout démontre que le CDPB suit les évolutions du projet de réforme. Mais cela ne signifie pas que la réflexion ne se poursuit pas sur la possibilité de créer une organisation politico-administrative propre au Pays basque.

Le projet de réforme devait permettre de simplifier et rationnaliser l'organisation administrative française mais également de clarifier le partage des compétences. Or, la proposition qui nous est faite ne prend pas en compte les spécificités locales, au contraire.

En parallèle aux réponses que le CDPB peut donner aux évolutions du projet de réforme, il est naturellement important que la réflexion se poursuive quant possibilités de créer une Collectivité Territoriale Pays basque, tant au niveau de la structure que des compétences attribuées. La société basque doit anticiper en se dotant de tous les moyens susceptibles de consolider la protection de ses spécificités.

Euskal Herriko Laborantza Ganbara, et maintenant ?

Le jeudi 6 mai en début d'après midi une bonne nouvelle est tombée : la Cour paloise a confirmé la relaxe concernant EHLG prononcée dans un premier temps par les juges du Tribunal de Grande Instance de Bayonne. Enfin un formidable « hordago » fait par une partie du monde paysan basque, celui de mettre en place une chambre d'agriculture du Pays basque, suite à la réponse de non recevoir du pouvoir central aux quatre revendications de Batera(en 200..), ce formidable « hordago » après un « kanta » du préfet ,a reçu une lecture de la justice qui nous plaît. Ce monde paysan basque qui a une agriculture spécifique dans un pays à caractère fort et bien typé ,a un peu plus le droit de participer à la décision : quelle agriculture pour demain au Pays basque ? Une agriculture paysanne durable respectueuse de l'environnement et des gens qui y habitent nous dit EHLG. Oui, nous avons été derrière ce choix et nous le sommes globalement comme l'atteste le rôle de relais joué par l'Alderdi dès les premiers budgets d'EHLG. Votre « hordago » a été formidable et la réponse judiciaire en tant qu'abertzale est celle que nous espérions de tout cœur.

Un monde paysan dans la difficulté

Pour autant, le monde paysan demeure dans la difficulté. Les institutions en place, EHLG ou la Chambre d'Agriculture officielle devront répondre à des questions récurrentes, dans un esprit de participation : l'installation des jeunes, la reprise des exploitations, la mise en place des labels sur des productions, la complémentarité et les concurrences acceptables entre les filières de circuit court ou traditionnel, l'impact de l'impératif du développement durable sur le monde agricole concernant, entre autres, les intrants, la qualité sanitaire des produits, l'empreinte écologique de chaque filière…, une réflexion sur l'organisation de nouvelles filières entre agriculteurs et professionnels de l'alimentaire, l'avenir des subventions européennes.

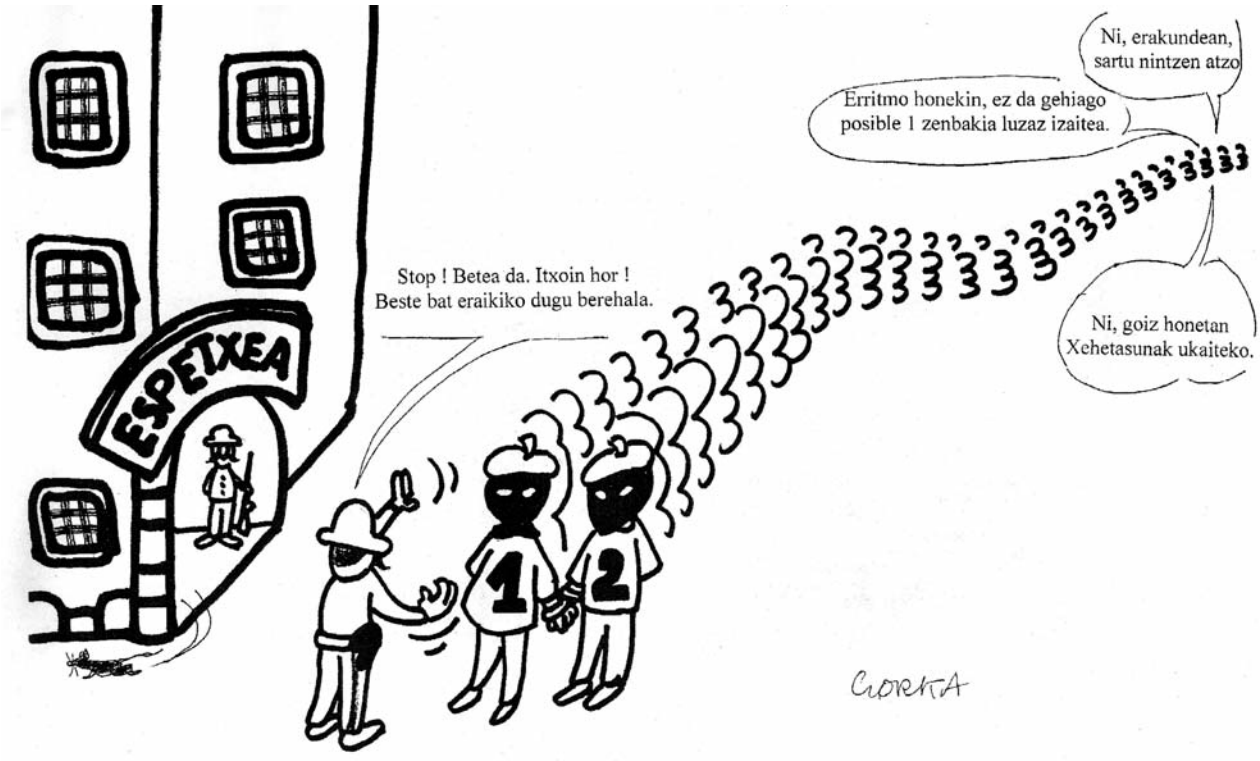
En Pays basque, l'enjeu majeur demeure le maintien d'un mode de production de qualité, basé sur la valeur ajoutée des produits. Bien avant la problématique de l'agriculture paysanne et durable, notre histoire, nos mentalités, notre géographie ont poussé les paysans basques vers cette direction. Les autres problématiques résultent de ce constat de base.

Un acteur de l'aménagement du territoire

De même, EHLG souhaite intervenir en matière d'aménagement du territoire. Si la fonction première du paysan est de produire des aliments, il est le détenteur du sol, il est ainsi toujours partie prenante dans la mise en place d'infrastructures et d'aménagement du territoire : sujet sensible et vite polémique mais indispensable si nous voulons permettre à la majorité de nos enfants qui le souhaitent de vivre au pays. Dans ce domaine également, les institutions en place doivent éclairer les paysans sur des enjeux lourds : les complémentariés avec d'autres acteurs locaux, dans le domaine du tourisme, de l'artisanat, la proximité d'importants bassins de vie avec un fort pouvoir d'achat, malgré la crise : Pampelune ou encore Donosti.

EHLG est désormais un acteur local reconnu. Il doit poursuivre son rôle d'éclaireur, dans un esprit de rassemblement. En effet, comme en politique, dans le monde paysan basque, ne vaut-il pas mieux faire deux pas ensemble que quatre tout seul ?

Daniel Camblong



A ce rythme, il n'est plus possible d'être numéro 1 longtemps.
Moi, je suis entré dans l'organisation hier.
Moi, ce matin. Pour demander des renseignements.
Stop ! C'est plein. Attendez-là. Nous en construisons une autre tout de suite.

J.A. Agirre Lehen Lehendakaria

Lehendakariaren izendatzea

1936ko urriaren 7an, lehendakaria hautatzeko hauteskundeak egin ziren Bilbon. Bezperan (urriaren 6an) Manuel Azaña, Espainiako Errepublikaren presidente zenak sinatua zuen autonomi estatutua indarrean jartzeko dekretua. Hauteskundeak egin ziren Bilbon ; Araba, Bizkaia eta Gipuzkoako zinegotziek (hautetsiek) parte hartzen zutela bozketa horretan. Agirre erabateko gehiengoz lehendakari hautatua izan zen.

Ekitaldi ofiziala Gernikan egin beharra zen arratsaldean. Agirre berak eskaturik, goizean, egin zen beste ekitaldi bat Bilboko Begoñako Ama Birjinaren Basilikan. Hor, zin egin zuen Agirrek bai Euskadiri, bai Elizari beti fidel izango zitzaiela eta hoien alde bizia emaiteko prest zegoela. Jainkoaren eta EBB guziaren aurrean egin zuen zin hori.

Txaloak eta nigar ixila

Izigarri jendetsia izan zen, arratsaldean, Gernikan egin kargu hartze ofiziala. Zinaren zeremonia eta gobernu berriaren aurkezpena ez ziren hedatuak izanak, pentsatzen baitzen, Francok hori jakin balu, Gernikaren kontrako erasoa aurreratuko zuela. Halere, berria zabaldu zen laister, ahotik beharrira, euskaldunen artean. Erran behar da Bizkaia bakarrik zela Francoren menpetik at memento hortan eta gipuzkoar errefuxiatu asko ere zegola lurralde hortan. Jakitean, euskal gobernua muntatuko zela Gernikan, arratsaldean, euskaldunek utzi zituzten beren lanak eta okupazioneak eta edozein modu hartuz bidea egiteko, ahal zuten guziak Gernikara joan ziren.

Agirrek bere liburuan kondatzen du : « Ixiltasun handi bat bazen hirian, jendearen emozioneären seinale. Nigar egiten zutenek ixilik egiten zuten, eta jende gehienak begiak bustiak zituen. Denek baginakien toki historiko hortan bildu ginela zeremonia baten egiteko. Denek baginakien sakrifizio handi baten hasiera zela. Hori egiten ginuela gure Aberriarentzat baita Gizalde (humanitate) osoarentzat.

Euskaldunek errotik konprenitzen ginuen memento historiko horren transzendenzia. Euskadi, beti demokrazia izan zen nazionera, berpizten ari zen askatasunaren bizirat. Ez zuen sekula demokrazia ukatu Euzkadik eta justu berpizten ari zen memento hortan, Europan, feodalismoa baino txarragoak ziren doktrinak gorenean ziren mementoan.

Gure arbasoek ez zuten sekula bizitzen utzi sistema feodal hori beren lurraldean. Denboran lehena izan zen gure demofrazia, lehena izan zen altxatu zena, harmak eskuetan, XXgarren mendean gizonen esklabutza izan zadin, nahi zutenen kontra. »

Hoiek ziren Agirrek zenbait uste geroago idatzi gogoetak.

Juntetxeko bilkuraren ondotik, denak bildu ziren Gernikako Arbolaren inguruan. Denak han zeudenian, egin zuen Agirrek, bere zin egite hunkigarri bezain ospetsua, erranez:

32 urterekin J.A. Agirre Euskadiko Lehendakari izendatua zen. Aberriak drama bat bizi zuelarik.



Jaungoikoaren aurrean apalik,
Euzko lur gainean zutunik (zutik),
Asaben gomutaz (arbasoen orroimemez)
Gernikako zuhaitzpean
Nere agindua ondo betetzea
Zin dagit.

Zertan zen gerla

Agirre lehendakari izendatu zutenerako, ja hiru hilabete pasatuak ziren gerla hasi zenetik. Lehenago erran dugun moduan gerla hasi bezain laster (uztailaren 18an) militar errebeldeek kontrola ardietsia zuten Araban eta Nafarroan. Ez ordea Bizkaian. Gipuzkoan, azkenik, Donostian errepublikarrek lortu zuten ensaialdi baten itzaltzea. Baina Molaren tropek, Beorlegi buru zutela, irailaren 5ean, Irun hartu zuten Bidasoa errekaren haranetik jinez. Muga moztea lortu zuten. Handik zortzi egunera Donostian sartu ziren. Estatutua onartu, Agirre lehendakari izendatu eta jaurlaritza osatu orduko, Gipuzkoa osoa, altxatuen eskuetan zegon: frontea berriz, Gipuzkoa eta Bizkaiaren arteko mugan kokatu zen.

Gobernuaren muntatzea

Ez zuen lan errexa jaurlaritzak. Ahalik eta alderdi gehienek parte hartu behar zuten estraineko gobernu hortan. Eta egoerak lagundurik, baina bereziki bere kalitateen gatik hori lortu zuen J.A. Agirrek.

Gobernu hortan, EAJk bazituen J.A. Agirre lehendakari eta Defentsa sailburu modura, Hazienda H. De la Torre-ren eskuetan, Justizia eta Kultura J.M. Leizaola, Gobernazioa (Barne Ministeritza) T. Monzon.

Beste sailak hauek ziren Merkataritza eta Hornidura (Ramon Aldasoro) Ezker Errepublikarrekoa, Osasun saila A. Espinosa (Batasun Errepublikarrekoa), Industria sailburu Santiago Aznar PSOEkoa, Lan eta Komunikazio Sailburua J. De los Toyos (PSOE). Juan Grazia PSOEkoa Laguntza Soziala. Nekazaritza sailburu, Gonzalo Nardiz (EAEkoa), Herrilan sailburu Juan Astigarrabia (PCkoa).

Argi dago gobernu hau gerla baldintzaturikoa zela eta nazio batasuna lortzea zuela xede. Jaurlaritzaren lehen zereginetarik zen Armada antolatu bat prestatzea, ordurarte bakotxa bere aldetik borrokatzen baitzen altxatuen aurka.

T. Monzon-ek harmak ekarri

Urriaren 7an berean, Agirrek bere zina bukatu orduko jin zitzaion bidaia batetik sartzean, Telesforo Monzon, Bergarako laguna eta erran zuen lehendakariari: “Dena egina da. Harmak Hangurgen (Alemania) erosi ditugu eta Lezo Urreztietak, itsas gizon famatu bihurtuko zenak, etsaiak tronpaturik, itsas ontziz ekarri ditu Bilbora.” Geroago Lezok janaria ere ekarriko zuen Bilbora, beti etsaiak tronpatuz. Baina Agirre harritu zen nola Alemaniatik ekarri ahal zituzten harmak. Orduan naziak baitziren euskaldunen etsaiak, Francorekin eta Italianoekin aliatuak zirelako. Frantziak eta Inglaterrak ezezko borobila emana zuten harmen saltze horri beren ahaldearendako!

Harma behar gorria zen Euzkadin. Gernikako zeremonia hunkigarria baino 3 egun lehenago, Ermuako mendietan, Intxorta mendiaren inguruan, izana zen izigarriko guda odoltsua Beldarrain-en gudarien eta Franco-ren tropen artean. Gudarien kuraia eta nahikeria izigarriari esker, bota zituzten atzeraka etsaiak, 400.000 kartutxa baliatuz. Beste hainbeste gelditzen ziren bakarrik gudarien eskuetan. Beraz Agirrek idatzi zuen bezala, berriz atakatu balute frankistek, bere zina ez zuen Gernikako Arbolaren pean eginen baizik eta kantabriako uhainen gainean! Gernikatik kilometro gititan (20 bat) izan baitzen gudaka hori.

Ramuntxo Kanblong.

L'Europe fâche Lamassoure

On sait qu'Alain Lamassoure a toujours été un fervent partisan de l'Union européenne. On le connaissait aussi plutôt pour son langage diplomatique. Mais dans une récente interview dans SOD, il ne mâche pas ses mots à propos de la gestion de la crise grecque. « *Le reproche que l'on peut faire à l'Union, c'est d'avoir tergiversé… tout cela à cause de l'incapacité du président du conseil européen à obtenir une décision commune de la part de ses collègues* ». Et si le belge Herman Van Rompuy, l'actuel président cité, n'avait pas compris le message, il enfonce le clou un peu plus : « *Pour le moment, on ne découvre aucun pilote… On pourrait s'attendre à ce que quelqu'un exprime l'intérêt commun européen et rassure les citoyens. Ce devrait être le rôle du président du conseil européen. Mais il n'est pas au rendez-vous* ».
En résumé, n'y aurait-il personne d'autre d'aussi diplomatique mais plus ferme ? Un ancien maire d'Anglet et actuel député européen peut-être ?

La France a mal à la langue

Depuis le fameux amendement Toubon-Lamassoure (hé oui, on ne peut pas être parfait partout), il semble bien que les choses soient cadenassées au niveau des langues « régionales » en France. Pas de reconnaissance officielle, mais une gestion au cas par cas selon la pression de ses locuteurs. Mais le syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, présidé par Jean René Etchegaray, ne lâche pas le morceau. Il a adressé une motion au gouvernement, remise à Frédéric Mitterrand le ministre de la culture, demandant le vote d'une loi cadre sur les langues régionales. Il n'est pas question pour nous de décourager les bonnes volontés, mais l'on s'interroge toujours autant sur la bonne volonté du microcosme parisien. Car à chaque tentative de reconnaissance, seuls les élus de différentes tendances politiques des régions concernées (et encore pas tous !) se sont mobilisés sur la question. Avec le résultat que l'on sait. Alors, est-ce qu'un jour un vent nouveau soufflera à Paris, ou faudra-t-il pour être entendus, se tourner vers des autorités plus hautes… en Europe par exemple ?

Henri IV encensé

Cela n'a pas pu vous échapper : il y a 400 ans, Ravaillac assassinait le bon roi Henri, quatrième du nom. Des festivités se préparent un peu partout pour célébrer son règne, notamment dans sa ville natale de Pau ou Lou nouste Henric a laissé un souvenir impérissable. Dans la très républicaine et laïque France on va donc faire l'apologie d'un roi. Il fallait un roi pour unifier un peu plus la France, les historiens d'alors ont donc trouvé Henri IV symbole de la construction de l'Etat français : venu de sa province, il s'est hissé jusqu'à Paris et pour arriver à ses fins n'a pas hésité à abjurer sa foi protestante pour embrasser celle de Rome. Il fut bon avec le peuple, puisqu'il inventa la poule au pot, non ? Mais en sortant de l'histoire officielle que les descendants de « nos ancêtres les gaulois » ont appris méticuleusement à l'école républicaine, on rencontre un Henri IV un peu différent.
En Pays basque, il ne fut pas particulièrement apprécié des habitants de la région de St-Pée-sur-Nivelle. L'histoire des prétendues sorcières brûlées, a eu lieu sous son règne. On pourra dire qu'il n'en était pas responsable mais que c'est un certain De Lancre qui a officié. Mais qui l'a envoyé ? Henri IV. Et dans quel but ? Reprendre en main une zone frontière qui se créait et qui n'était pas assez imperméable. Cela rappelle assez l'histoire d'un autre béarnais, le comte de Tréville, adulé dans la France républicaine, mais pas très populaire en Soule depuis l'affaire Matalas…

L'âge du capitaine

Jusqu'à l'an prochain, et le renouvellement de la moitié du Conseil Général, tous les partis politiques auront les yeux rivés sur les faits et gestes de leurs concurrents. Car rappelons-le, la majorité actuelle UMP-Centriste, ne tient qu'à un fil, l'âge de son doyen, Jean Castaings. Du coup, une idée pourrait trotter dans la tête des experts de chaque parti : présenter le candidat le plus âgé, et ainsi, en cas d'égalité en sièges comme actuellement, être sûr d'avoir la présidence.
Du côté de la gauche, on ne semble pas jouer sur ce tableau là, persuadé que les électeurs feront basculer le département à gauche. C'est à l'UMP que l'on est moins serein : du coup, Jean Castaings, qui avait pourtant quelque désir de prendre sa retraite, va rempiler. Espérant réaliser le même coup que la fois passée : réussir à accéder à la présidence du Conseil général, tout en étant le groupe politique a avoir le moins d'élus !

EHLG : au travail, maintenant

Euskal Herriko Laborantza Ganbara attendait la décision judiciaire avec impatience : celle qui relaxerait l'association et son président de toutes les accusations portées contre eux. La cour d'appel de Pau a confirmé la décision du tribunal de grande instance de Bayonne et décidé la relaxe. Au delà de cette décision importante, EHLG, voit son existence confirmée. Toutes les chicayas lancées par l'administration (courriers aux maires notamment pour les inciter à ne pas lui apporter son soutien) vont arrêter et l'association pourra se concentrer sur son véritable travail qui n'est pas de monter des dossiers de défense juridiques mais d'apporter un soutien aux paysans du Pays basque.
Pour la petite histoire, on notera que la décision de justice s'appuie en partie sur l'amendement Toubon Lamassoure qui affirme que la langue de la république est le français. Sous entendu, le terme Euskal Herriko Laborantza Ganbara, ne veut rien dire tant qu'il n'est pas utilisé sous sa forme française (Chambre d'agriculture du Pays basque) !

Herri Urrats : succès confirmé

La grande fête des ikastola et plus généralement de la langue basque a connu un joli succès populaire cette année encore. Les bénéfices de la journée permettront à Seaska, la fédération des ikastola, d'étendre le réseau des écoles en langue basque. Deux futures ikastola vont naître : celle d'Itxassou et de Mendionde. Des nouvelles venues qui répondront à la demande des parents de ces deux villages et permettront de désengorger les ikastola les plus proches, respectivement celles de Cambo et d'Hasparren.
Autre fait marquant de ces dernières années, le rendez-vous d'Herri urrats est devenu incontournable. Il suffit pour s'en convaincre de lire la presse et de constater que tous journaux confondus, des suppléments consacrés à l'évènement ont fleuris.

Jean Louis Harignordoquy : « energia hidroelektrikoa garapen iraunkorraren baitan sartzen da »

Jean Louis Harignordoquy est l'un des animateurs de l'association d'animation économique Hemen. Au début des années 80, cette association permit entre autres la création de la société de capital risque Herrikoa. Actuellement, elle suit aussi avec beaucoup d'intérêt les projets relatifs au développement durable. À ce titre, Jean Louis est également le vice-président d'Ibai Errekak, une fédération d'associations pour la promotion de l'hydroélectricité en Pays basque.

Nola sortu da Ibai Errekak ?

Ibar Errekak elkarte ezberdinen topagunea da. 2008an sortu zen. Barne dira, HEMEN elkartea, ECTI, erretretadun injeniurrak eta jende berezituak, ESTIA, injeniurreen formakuntza zentroa eta ARDATZA-ARROUDET, eiheren adixkideen elkartea.
Hemen elkartearen xedeetan da garapen iraunkorra eta orekatua sustatzea. Urari esker elektrika egitea aterabide bat izan daiteke, beste lanbide ainitzen artean. Energia hidroelektrikoa garapen iraunkorraren baitan sartzen da. Eiherak badira Lapurdin, Baxenabarren eta Xiberoan. Bereziki, mendi eskualdearentzat, etekin baten ateratzeko mentura bat da. Baigorrin, nere etxeko eihera zentral hidroeletrika bilakatu nuen duela 25 urte. Badakit bertze eiherazain batzuek ere berdin egin lezaketela hortarako nahikunde politiko bat eta errextasunak balira.



Zoin tokitan dira eiherak ?

Erreka gehienetan baziren eiherak. Orain ez dira gehiago itzulikatzen laborariek ez baitute lehen bezala arto eta gari bihia ehotzen. Beraz, guk sinesten dugu denbora berean urbideak eta presak edo nazak antolatuz argi-indarra ekoizteko zentral ttikiak egin ditaizkela han hemenka.

Nola antolatua da legedia sail hortan ?

Orain arte, EDF zen argi-indar erosle bakarra. Berriki, merkatua ideki da beste erosle batzuei. Halere, urari buruzko legea biziki zorrotza baita, ez da batere errex zentral bat eraikitzeko baimena ardiestea. Gaur arte, Frantziar Estatuko zerbitzuek dena egiten dute ahal bezain baimen guti emaiteko.
Bainan, Europak galdatzen baitio Frantziari ekoizpenaren %21 energia berriztagarriak izan ditezen, ageriko hemendik goiti hidroelektrika fagoratzeko neurririk onartuko den "Grenelle" delakoan.

Zer da zuen lan saila ?

Gure nahia da proiektu ekarleak ager ditezen eta heiek lagunt ditzagun gure ahalen arabera. Iaz dei publiko bat zabaldu ginuen eta ikusi dugu hamar bat eiheren jabe zentral baten egiteaz intresaturik daudela. Horietarik lau prest litaizke aurten berean ikerketen abia arazteko.
Gero, egingarritasun ikerketak egiten dituzten etxe bereziekin tratuan arizan gira baldintza hoberenak lortzeko guk proiektu ekarle multxo bat aurkezten diegunaz gain.
Eta orain, biziki kario gostatzen diren ikerketa horien ordaintzeko diru laguntzen bila gabiltza. Galderak eginak ditugu ADEME eta Kontseilu Orokorrari. Indar handia beharko dugu enpleatu erabakitzale eta botere publikoen konbentzitzeko hidroelektrikaren onuraz.
Uste dugu Euskal Herriko hautetsi gehienak alde direla, bainan hidroelektrikaren etsai amorratu zonbait badira Pabe-ko zerbitzu ofizial batzuetan. Euskal Herriko egitura erabakior bat bagenu, gauzak lasterrago aintzinatuko litaizke dudarik gabe.

Zergatik interesgarri izan daiteke tokiko ekonomiarentzat ?

Zentral hidroelektriko bat industria saileko enpresa bat da nahitez. Tipia edo handia, bai-



nan etekin bat ateraz zergak ordaintzen dituen enpresa bat. Gutienetik familia bat bizi araz dezake. Bigarrenik, mantenimenduarentzat urtero lanean ari arazten ditu lekuko ofizialeak (hargin, mekanizier, elektrikalari…).

Zertan zirezte Iparraldeko Garapen Kontseiluarekin ?

IBAI-ERREKAK-eko batasun zonbait Garapen Kontseiluko bazkide baigira, gure ikusmoldea entzun arazi dugu " plan climat-énergie" delako gogoeta gunean. Esperantza dugu konduan hartua izanen dela, zeren horrelako plangintza batek baldintzatuko baitu gure eskualdean hidroelektrikaren geroa eta garapena.

Vous pourrez lire cet article en français ce mois-ci, sur le blog :

www.lemapaysbasque.eu

L'éléctrochoc

Alors que nous fêtons le 60e anniversaire de la déclaration historique de Robert SCHUMAN, l'Europe traverse de fortes turbulences. La crise financière de la Grèce a failli entraîner l'implosion de l'euro mais les meubles ont été sauvés in extremis… pour le moment.

Face à la gravité de la situation, les dirigeants européens se sont mis d'accord à l'arraché en sortant l'artillerie lourde afin de « réanimer » la Grèce et essayer de faire face au vent de panique qui secoue les marchés européens ces dernières semaines.

Un plan de secours sans précédent

Au-delà de l'aide spécifique prévue pour la Grèce (80 milliards d'euros de l'Union européenne et 30 milliards du FMI), ce sont quelques 750 milliards d'euros (500 milliards pour l'UE et 250 milliards pour le FMI) qui pourront être mobilisés pour venir en aide aux pays les plus fragilisés.

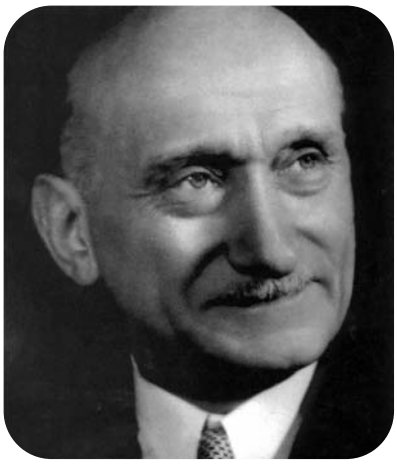
En fait, les 500 milliards de l'Union européenne n'existent pas, du moins, pas encore. Ce chiffre représente le montant potentiel maximum que la Commission européenne et les États-membres se sont engagés à emprunter pour venir en aide aux pays qui ne peuvent plus financer les dettes eux-mêmes.

Les États-membres ont tergiversé pendant de longues semaines sur le fait de savoir s'il fallait aider la Grèce à se sortir de ce mauvais pas ou la laisser assumer ses propres négligences et mensonges qui l'ont conduite à cette situation financière catastrophique. L'Allemagne, en particulier, a freiné des quatre fers pour que l'Union européenne mette en place un plan de sauvetage de la Grèce.

Une solidarité européenne pas évidente

Dans cette situation, faire jouer la solidarité européenne est apparue comme une impérieuse et urgente nécessité. Certes, pendant des années, la Grèce a eu une gestion déplorable de ses finances publiques, a profité du parapluie européen pour dépenser aveuglément, s'endetter et vivre au-dessus de ses moyens (mais est-elle la seule ?)… Cependant, si l'Allemagne peut faire valoir une bonne gestion macro-économique et des excédents commerciaux importants, c'est que dans le même temps, des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont dépensé sans compter et se sont endettés. En d'autres termes, pour qu'il y ait des fourmis, il faut qu'il y ait des cigales et vice-versa !

Robert Schuman



En annonçant ce plan d'urgence, l'Europe s'est donnée les moyens de faire face à la crise des liquidités et aux risques de cessation de paiements. Pour autant, ce plan ne règle pas les problèmes de fond.

L'euro au cœur de la tempête

En effet, au-delà de la Grèce, c'est toute la zone euro qui menace d'être déstabilisée par contagion. L'euro a eu très chaud et reste vulnérable face aux variations des marchés et aux assauts des spéculateurs ; l'euro a été montré du doigt par certains comme la cause de tous les maux, la question de sa suppression ayant même été posée…

Or, abandonner la monnaie unique serait un désastre sans précédent car l'euro est aujourd'hui la clé de voûte de la construction européenne et le ciment de la cohésion de l'Union. Il a joué un rôle de rempart pour de nombreux pays et a facilité le développement global du continent.

Cependant, la crise grecque a mis en évidence la contradiction de principe ou, comme le dit Jacques DELORS, le « vice de construction » que l'euro traîne depuis sa création : les États-membres ont transféré leur souveraineté monétaire au profit d'une banque centrale sans transférer leur souveraineté budgétaire et sans mettre en place une gouvernance économique européenne digne de ce nom. Or, une monnaie unique ne peut pas fonctionner sans solidarité entre les Etats et l'euro ne peut pas exister sans harmonisation budgétaire et sans un minimum de convergence économique. Et sans l'euro, l'Europe ne pèse plus grand-chose…

Les limites du système actuel

La crise actuelle est l'illustration de la faillite de l'action collective européenne. Elle démontre, une fois de plus, que l'on ne peut plus gérer une monnaie unique au travers des seuls critères budgétaires. Il apparaît clairement que l'Union monétaire doit être aussi économique et financière et que cela passe par la création d'une autorité politique forte.

Ce sont autant de raisons qui rappellent la nécessité pour l'Union européenne de se doter des moyens d'agir d'une seule voix sur la scène internationale pour défendre ses idées, ses intérêts et sa souveraineté ; ce qui suppose que les gouvernements européens se décident, enfin, à prendre le virage d'une Europe plus fédérale !

Exposition Nestor Basterretxea à Bayonne

N. Basterrechea est un sculpteur basque reconnu. Né à Bermeo, il s'est exilé en Amérique du Sud (surtout Argentine) et s'est inspiré en partie de l'esthétique de ces pays. Par exemple le Mexique pour les « totems ». Dans les années 60, il a participé au travail de décoration du nouvel Arantzazu surtout avec un superbe Christ rouge qui se trouve dans la crypte de l'église. Il a été membre du fameux groupe « Gaur » avec Oteiza (chef de file), Chillida, Mendiburu, Sistiaga, R. Ugarte… Il a été très ami de Oteiza : jeunes étudiants dans le début des années 60, nous avons eu la chance de les visiter et de dialoguer avec eux dans la petite maison qu'ils occupaient à Irun, pas loin du pont Santiago. C'est dans ces années là qu'il réalise avec Larruquert le film emblématique « Ama Lur » qui donnera aux Basques le sentiment que le peuple basque existe toujours malgré la nuit noire du franquisme.

Il a été bien reçu à Bayonne, au Musée basque et au Carré. Bravo pour les auteurs de l'expo ! Il y a trois grandes parties dans cette expo. Au Musée basque avec un éclairage très approprié, on peut découvrir la série des stèles en bois de chêne. Magnifiquement travaillées, ces stèles rappellent bien celles de nos cimetières avec des motifs symboliques différents. La deuxième série concerne la cosmogonie basque, c'est-à-dire le monde de la mythologie. Elle a été inspirée par les travaux de José Miguel Barandiaran, le père de l'anthropologie basque : Akelarre, Aker beltz, bost haizeak, argizaiola zuta, Mari… 20 bat irudi eder haritzarekin eginak !!!
La troisième partie concerne surtout des dessins réalisés pour le 50e anniversaire de Gernika. C'est du contemporain plus difficile à aborder, mais ayant son mérite aussi.
Le discours de réception de Jean-René Etchegaray, président du Musée Basque et adjoint du maire, a très bien résumé l'œuvre



Bost-Haizeak



Mari

de l'artiste et de ses sentiments. Iparralde ayant tardé à lui rendre hommage, il a parlé de « réparation historique » à l'égard de son œuvre. Le Maire Jean Grenet aussi a été élogieux avec Basterretxea et l'a bien situé dans le temps et dans son lieu : le Pays basque. Pointe d'humour à l'égard du banquier de la Kutxa, M. Irizar, qui a participé pour moitié à l'installation de l'expo : « Par ces temps-ci, on n'a pas souvent l'occasion de féliciter une banque » a dit le Maire. Et surtout les banques françaises font peu d'efforts pour l'art et les artistes.
Kutxa est une vraie banque basque de Donosti et les banques basques ont souvent aidé financièrement des expo et des artistes. Même si ce n'est jamais assez !
Enfin discours du directeur de Kutxa, M. Irizar. Emouvant pour les Basques du Nord, il nous a dévoilés avec simplicité ses sentiments quand jeune étudiant, il a découvert le travail de Basterrechea, une œuvre où sont inscrits l'esprit basque et l'identité de ce peuple.

N. Basterretxea lui-même très intéressé par tout ce qu'il entendait et voyait, a parlé de la nécessaire relation à renforcer entre Iparralde-Hegoalde (il est actuellement à Fontarabie). Parlant de son œuvre il trouve que la mythologie basque est limitée par rapport à d'autres peuples (Amérique du Sud sans doute). Malgré tout, il l'a très bien illustrée dans sa cosmogonie et elle n'est pas si courte que cela. Souvent appelé par des religieux pour exprimer la religion, il a dit que c'était très difficile d'exprimer l'Infini avec des matériaux et des moyens qui sont eux finis.

Milesker handi bat N. Basterretxea zure lekukotasunaz. Milesker ere erakusketa hori muntatu duten guzieri !!!

• La valeur de l'économie basque et de son rôle différencié est de plus en plus reconnue en France. Par exemple, le taux de chômage (entre 10 et 11% en Euskadi et 11 et 12% en Navarre) est bien moindre que celui de l'Espagne (20%). Le Pays basque n'est pas l'Espagne.

• Lors de la nuit des musées, pour la présentation du nouveau musée Pompidou Metz qui est très beau avec sa charpente et décoration en bois, le Ministre de la Culture Frédéric Mitterrand a souligné que c'est Bilbao et son Guggenheim qui ont servi d'exemple à Metz et à la Lorraine. Grâce à la culture, attirer des investisseurs pour la région. Faire aussi en sorte que le monument construit se suffise à lui-même en terme financier par le public attiré qui le fréquente. Bilbao a 15 ans d'avance. Son audace est aujourd'hui reconnue ; Metz compte avec une vieille ville belle mais surtout espère des visiteurs de la Grande Région (Lorraine-Sarre- Luxembourg – Wallonie – Bade Wertembug).

• L'économie basque est une économie internationalisée : Depuis les années 90, les Basques se sont implantés partout dans le monde. Sur « la chaine parlementaire », on a présenté l'entreprise constructrice d'éoliennes Gamesa en Pennsylvanie aux Etats-Unis. L'usine Gamesa est reconnue et a un avenir certain devant elle, car les plaines américaines sont immenses et les Américains n'ont pas peur de l'éolien. Dommage que Gamesa ait fermé son site d'Alsasua ! Il faudra trouver du travail pour les 150 employés de cette unité navarraise. En attendant Gamesa conquiert de nouveaux espaces et de nouveaux marchés. On parle beaucoup de la Chine à l'occasion de l'expo de Shanghai. Deia a donné une liste de 60 entreprises basques établies en Chine. Plusieurs sont du groupe Mondragon (Fagor électroménager, Fagor Arrasate, Fagor electronica… mais il y en a bien d'autres comme la CAF, Irizar, Ampo, orkli… qui sont d'ailleurs du Goieri. Les Basques n'ont jamais eu peur d'affronter le monde et c'est grâce à ceux qui sont partis que l'économie du pays tourne mieux !

• Lors du Herri Urrats de cette année, qui a quand même eu lieu malgré la pluie, personne n'a rappelé que les constructions d'Ikastola, indépendamment de l'accord signé avec l'Office Public de la Langue pour le fonctionnement quotidien, ces constructions donc, ont pu être réalisées grâce à un financement direct du gouvernement Ibarretxe (EAJ-PNB, EA, EB) pendant 10 ans. Certes l'euskara est un bien commun à tous les Basques, et cette entraide paraît naturelle (!!!) mais un petit milesker public aurait été le bienvenu !

• Nous avons lu sur le site de Pays Basque Info (PBI) qu'un fonctionnaire français de haut rang avait écrit au sujet des aides reçues par EHLG qu'EAJ-PNB essayait de rentrer sur l'espace Iparralde grâce aux aides données par Udalbide et la Fondation Manu Robles (ELA). Si ELA est complètement indépendant, Udalbide est constitué par les communes et les élus d'EAJ-PNB.

Ramuntxo Kanblong



Au-delà de l'insularité, l'exemple institutionnel de la Corse (CTC)

Comparaison n'est pas raison… Si le statut actuel de la Corse n'est pas forcément un modèle institutionnel pour le Pays basque (nord), son évolution et certaines de ses caractéristiques illustrent tout de même l'adaptabilité de la décentralisation « à la française ».

Plus qu'une « Région »

À grands traits, la Collectivité territoriale de Corse, qui se distingue des autres « Régions de droit commun », présente des particularités institutionnelles uniques en métropole :

- le statut législatif de « collectivité territoriale spécifique » existe depuis 1991, rompant ainsi depuis les Lois Deferre le « moule » uniforme de la décentralisation.
- le pouvoir exécutif est confié à un organe collégial, le « conseil exécutif », véritable gouvernement local. La Corse est en effet la seule collectivité territoriale de France a pratiquer la séparation des pouvoirs, alors que partout ailleurs, des communes aux Régions, le pouvoir exécutif est concentré entre les mains d'un homme ou d'une femme, maire ou président.
- la plupart des politiques publiques territoriales sont prises en charge par des « agences » régionales, directement sous le contrôle de la CTC. Ces « agences » assurent la mise en oeuvre des grandes compétences les plus sensibles de l'île, avec la souplesse nécessaire (établissements publics dotés de l'autonomie budgétaire) : Agence de développement économique (ADEC), Office de l'environnement (OEC), Office des transports (OTC), Agence du tourisme (ATC), Office du développement agricole et rural (ODARC) et Office d'équipement hydraulique (OEHC).

Le statut de la Corse a connu plusieurs évolutions, souvent dans le sillage des « nouvelles vagues de décentralisation » (1992, 2004) communes à toutes les Régions françaises. Mais assurément, l'expérience la plus significative – et aussi la plus frustrante – fut celle de la réforme incomplète de 2002.



La réforme incomplète de 2002

Dans le cadre du « processus de Matignon », directement inspiré des événements politiques insulaires, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, avait proposé une réforme en trois temps, sur la base d'un assez large consensus entre forces politiques et sociales corses. D'une part, un approfondissement des compétences de la CTC assorti d'une capacité de dérogation aux réglements, ensuite un plan d'investissements publics exceptionnel, destiné à résorber le déficit colossal de l'île en équipements collectifs et une évolution du régime fiscal. Et bien sûr, un troisième volet, purement institutionnel, qui devait simplifier la carte administrative (fusion des 2 conseils généraux et de la CTC) et électorale de la Corse. Ce troisième volet, hautement symbolique, devait être rejeté à une très faible majorité à l'occasion du référendum insulaire du 6 juillet 2003.

La CTC dispose également de pouvoirs étendus en matière culturelle et linguistique, notamment à travers l'article 7 de la loi du 22 janvier 2002 : « La langue corse est une matière enseignée dans le cadre normal des écoles maternelles et élémentaires de Corse ».

Les enseignements du statut corse

Finalement, l'évolution institutionnelle de la Corse a échoué sur deux points, l'un juridique, avec la censure par le Conseil constitutionnel en 2002 de la possibilité de déroger aux normes législatives nationales (mais la réforme constitutionnelle de 2003 a désormais levé le verrou !), et l'autre, purement politique, avec l'échec du referendum de 2003.

Il appartient aux Corses de définir les outils institutionnels nécessaires à leur avenir. Il serait toutefois naïf de rêver à un statut « à la corse » pour Iparralde. En revanche, les particularités statutaires de l'île sont autant d'expériences, plus ou moins heureuses, plus ou moins réussies, de ce qu'il est possible d'obtenir par la négociation et, dans certains cas, par le rapport de force démocratique, avec le pouvoir central. L'exemple corse, que l'on ne peut reproduire à l'identique en Pays basque, renforce en tout cas le projet institutionnel de « Collectivité territoriale du Pays basque » proposé par EAJ-PNB.

Manu Bakero

La parole co

Comme indiqué lors du précédent Lema, nous poursuivons notre enquête sur la vie commerçante, à Hasparren. Voici le point de vue de la mairie d'Hasparren fonction de certaines spécificités : un assureur pour son commerce en franchise, une coiffeuse, en raison de la forte concurrence locale, une vendeuse en él du prochain numéro, vous pourrez lire l'interview de plusieurs autres commerçants. Nous achèverons ce travail par une analyse et des pistes possibles de t acteurs des secteurs de l'alimentation et de la construction qui concernent des moyennes surfaces d'enseignes extérieures et des magasins du bourg
Voici également l'interview de

La parole au maire d'Hasparren : Beñat Inchauspé

Quel est le rôle du commerce hazpandar dans la vie économique de Hasparren et de la Communauté de Communes ?

Le commerce à Hasparren est à la fois très important pour la collectivité même (6 133 habitants) mais aussi pour l'ensemble de la communauté des communes du Pays de Hasparren-Hazparneko Lurraldea (10 communes et environ 13 000 habitants). Sans faire offense à l'ensemble des collectivités membres de cette communauté, les principaux services, dont le commerce, sont concentrés sur Hasparren.

On y retrouve, de la banque à la couturière, un ensemble de prestations de qualité dans des domaines tels que l'alimentaire, la restauration, des instituts de beauté, des boulangeries, l'équipement de la maison, des tabac-presse, la mode et les accessoires, l'optique, des artistes et artisans d'art, le bâtiment la construction et l'entretien, des banques et assurances, l'automobile, la communication, l'environnement, les pompes funèbres, les transports, des services à la personne, des activités de négoce et de production, la fabrication d'instruments médicaux, etc.

Le nombre d'emplois généré par les activités commerciales est difficile à évaluer avec certitude, ses principaux émetteurs étant ressortissants de la Chambre de Commerce ou de la Chambre de Métiers. Un comptage est actuellement en cours au niveau des emplois directs générés par le commerce ainsi que ceux induits.

Comment qualifiriez vous la situation actuelle du commerce local ?

À une étape importante de sa mutation, autrefois essentiellement alimentée par une clientèle locale, il doit aujourd'hui faire face à une évasion en direction de la côte basque ainsi que de Dancharia, quand ce n'est pas vers un commerce par Internet. Ceci l'oblige, me semble-t-il, à davantage de solidarité, de réactivité, ainsi que d'originalité ou d'ingéniosité, tant sur le plan des plages horaires d'ouverture, que des prix, ainsi que de la publicité promotionnelle correspondante.

Quel doit être le rôle de l'Union Commerciale pour développer le commerce local ?

À n'en pas douter, un rôle de rassemblement et de fédération des initiatives en la matière. Pour insuffler une dynamique de forte présence sur le terrain, ainsi que d'offensivité commerciale dans le sens noble du terme, l'Union commerciale et artisanale locale, sous la présidence de Maite SAINSEVIN, s'emploie énergiquement avec ses 46 adhérents. Ce nombre devrait augmenter, pour renforcer la structure actuelle, tout en s'élargissant aux autres commerces de la Communauté de Communes.



Que souhaitez vous développer avec l'Union Commerciale de Hasparren ?

La commune, en ce qui la concerne, doit pouvoir créer un climat, un environnement, ou un contexte favorable à l'animation commerciale sur son territoire.

Pour ce faire, elle a deux devoirs majeurs : celui de présenter une ville « coquette » dans laquelle il fait bon vivre et dans laquelle les clients extérieurs se trouvent bien. La municipalité, à cet effet, chaque année, réalise un programme de voirie et d'amélioration ainsi que d'embellissement urbains (création ou réfection de trottoirs, espaces piétonniers, amélioration des conditions de stationnement, éclairage public, mobilier urbain et fleurissement, ainsi que la reprise des voies qui composent le centre de Hasparren). Ajouté à cette première responsabilité, la collectivité finance de façon significative l'Union Commerciale pour la soutenir dans ses projets avec 5 000 euros cette année (deux foires annuelles d'été, marchés nocturnes une fois par semaine le jeudi en juillet et août), avec des apports essentiels en logistique et en intendance pour la mise en place des initiatives ainsi produites.

Vous le voyez, la collectivité participe à la création de bonnes conditions générales pour prospérer en matière commerciale, tandis que le commerce local s'organise par le biais d'actions qui lui sont propres pour se faire connaître et se faire valoir auprès d'une clientèle tant locale qu'extérieure.

Il n'y a aucune fatalité commerciale pour un territoire si les hommes et les femmes qui le composent « se retroussent les manches », avec le support nécessaire des pouvoirs publics, en l'occurrence de la commune, de la Communauté des Communes du Pays de Hasparren, du Conseil Général quand cela est possible, des chambres consulaires, ainsi et surtout que de la pépinière d'entreprises ALDATU, véritable centre d'appui aux entreprises concourant avec efficacité à la diversité des sociétés ou coopératives créées sur le territoire communal .

Ainsi peut-on constater ces deux dernières années l'implantation à Hasparren de 28 entreprises, dans des domaines aussi variés que le tatouage, la fabrication de bière, la diffusion publicitaire, la production audiovisuelle, la décoration et l'événementiel, la vente de matériel pour énergies renouvelables, etc.

Ce n'est qu'ensemble, avec l'Union Commerciale et Artisanale, que nous saurons donner un nouveau souffle au commerce local en l'équilibrant d'un point de vue territorial (centre bourg et quartiers), ainsi qu'en faisant en sorte que l'ensemble de la population soit le principal acteur de cette transformation en achetant directement sur Hasparren.

Ce n'est qu'à ce prix que le commerce local retrouvera sa vigueur et espoir en un avenir plus conforme à ses aspirations, dans un contexte économique morose et particulièrement difficile.

Hasparren, Le 20 mai 2010.

Beñat INCHAUSPE
Maire et Conseiller Général

ommerçante

n sur ce thème. Ce dossier sera prolongé lors du prochain numéro. Dans l'impossibilité d'interviewer tous les commerçants, certains d'entre eux l'ont été en lectroménager, en raison de la proximité avec la côte basque, un commerçant en produits artisanaux et de cadeaux, pour le lien avec le tourisme local. Lors ravail, ainsi qu'un regard porté par Jean Tellechea, sur le développement commercial, à Urrugne. Sur le blog www.eaj-pnb.eu, nous donnerons la parole aux centre. Nous publierons également un entretien avec le conseiller municipal en charge du commerce de la commune d'Azpeitia, jumelée à Hasparren. 4 commerçants d'Hasparren.

M. Sainsevain : « 80% des acheteurs sont d'ici »

M. Sainsevin gère l'Agence immobilière Era. Sa zone d'activité est essentiellement locale. Au quotidien, son secteur d'activité le rend peu dépendant des autres commerces hazpandar même si la notoriété de ses affaires est en grande partie due à son implantation dans un commerce de centre ville.

Qui sont vos clients ?

Les acheteurs sont à 80% des locaux. Ils viennent du pays d'Hasparren, de Cambo-les-Bains, certains du BAB. De même, nous vendons essentiellement des appartements, des maisons et des terrains de propriétaires locaux.

Quelle est votre relation avec le réseau Era ?

Nous sommes financièrement et juridiquement indépendants. Cela entre dans le cadre d'une franchise qui nous procure des services, dans le marketing, le conseil juridique…

L'emplacement de votre agence à Hasparren est-il important ?

Le fait d'être en ville même un peu à l'écart pemet de faire connaître l'agence et ses offres. Après, il est vrai que notre activité est indépendante de celle des autres commerces. Au moment de lancer cette affaire, j'ai eu des difficultés à trouver l'emplacement souhaité. J'ai trouvé ces locaux qui font environ 30 m2.

Subissez-vous une forte concurrence ?

Des agences locales d'Hasparren, d'Ustaritz ou de Cambo-les-Bains sont sur ce secteur. D'autres venus du BAB s'intéressent également au Pays basque intérieur. Comme toujours, il faut se battre.

Lors d'une manifestation de soutien à des jeunes interpellés par la police, une vitre de votre Agence a subi un dommage, qu'en pensez-vous ?

Je suis un prestataire qui répond comme un autre aux normes actuelles de l'Offre et de la Demande. Nous ne sommes qu'un des intervenants sur ce marché, directement en lien avec la Demande, mais il existe d'autres intervenants comme les notaires, les banques, le marché de particulier à particulier. Nous exerçons une activité qui rend un service indispensable. Rien n'est simple et il est facile de trouver des bouc émissaires.





Jean François Guillebaut : « il y a beaucoup à faire »

Quelle est votre clientèle ?

Elle est locale et extérieure, pour moitié. Les clients viennent d'Hasparren même, mais aussi de St-Esteben ou de Cambo-les-Bains. Parmi les gens qui viennent de l'extérieur, il y a des touristes, des gens de passage. Désormais, il y a moins de saisons qu'auparavant. Les mois les plus importants sont Juillet, Août, Septembre, Octobre et Décembre.

Quels produits proposes-tu ?

Je fais du commerce de détail, des cadeaux, de l'artisanat. Une grande partie est consacrée au textile, au linge, à la porcelaine. Je réalise moi-même certains cadeaux, à partir de matériaux divers. Je m'oriente de plus en plus vers des produits qui rappellent le Pays basque. Il n'y en a pas à Hasparren et il n'y a pas non plus de cadeau Pays basque. Cela me permet de me différencier.



Quels sont tes fournisseurs ?

Je me procure le textile du Portugal. Les produits du Pays basque sont réalisés à partir de matériaux venus d'ailleurs. Ce n'est pas de la mauvaise volonté de ma part ! Je ne trouve aucun fournisseur pour répondre à mes besoins. Le bois vient de Sauveterre de Béarn, le… vient d'Orthez. Tous les fournisseurs se trouvent en Aquitaine.

Comment vois-tu l'évolution du commerce ?

C'est plus difficile aujourd'hui avec la disparition d'autres commerces de détail. Il y avait plusieurs magasins de chaussure, d'habillement, une poissonnerie. Autrefois, les clients faisaient le tour des commerces et entre tous, nous répondions à peu près à leur besoin. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Pour ceux qui restent, cela devient plus difficile.

Quelles améliorations faudraient-ils apporter ?

Déjà, si l'on veut sauver le commerce local, cela passera par un changement des mentalités locales. Des détails sans grand frais sont possibles. Déjà, il faudrait mettre en place une signalétique qui mette en évidence les lieux à visiter. Beaucoup de gens viennent me voir et me demandent où se situe la chapelle. L'Office de Tourisme n'est même pas indiqué. Il faudrait également que notre rue soit à semi-piétonne, de Juillet à Septembre, à partir de 19h00. Il y a une quantité de détails à améliorer.



Mme Loubet : « Nous offrons un service de proximité »

Le magasin d'électroménager Gitem est implanté à Hasparren, depuis 1964. Mme Loubet et aujourd'hui son fils développent leurs propres atouts, dans un secteur a priori exposé à la concurrence de la côte basque. Proximité, gamme de produits identiques, ils essaient pourtant leur épingle du jeu.

Qui sont vos clients ?

Il n'y a pas de client type. Les jeunes, les adultes comme des personnes plus âgées achètent nos produits. Ils viennent des environs, d'Hasparren et des communes alentours.

Quels sont les produits phare distribués ?

Aujourd'hui, nous vendons des téléviseurs, du chauffage de bois, du chauffage bois, des produits électroménagers. Nos ventes dépassent souvent 400€. La grande majorité des produits sont livrés à domicile. D'autres sont emportés sur place. Nous avons besoin pour cela d'un parking selon l'adage : « no parking, no business ».

C'est une des raisons de votre déménagement du centre ville vers l'endroit actuel ?

Oui, mais plus généralement nous manquions de place. Dans notre travail, cela était désagréable au quotidien, tant pour travailler que pour exposer nos produits. Aujourd'hui, cela va beaucoup mieux. Nous sommes passés d'anciens locaux de 80 m2 à 400 m2, actuellement. Notre Chiffre d'Affaire a globalement progressé.

Qui sont vos fournisseurs ?

Nous sommes actionnaires sous l'enseigne Gitem. Internet nous permet d'être plus réactif.

Etes-vous concurrencés par la côte basque ?

Nous sommes compétitifs dans les tarifs. Des marques comme Samsung imposent des prix de vente identiques pour tout le monde. Notre gestion est alors d'y réduire au maximum les dépenses. Nous ne sommes pas vraiment génés par la concurrence de la côte basque dans notre secteur d'activité. Après, nous subissons comme d'autres commerces, le fait que des personnes qui travaillent sur la côte basque réalisent également leurs achats, sur place, après leur travail. Nous offrons par contre un service, basé sur la relation humaine et la convivialité. Nous sommes plus flexibles. (Y rajouter une anecdote que je n'ai pas bien notée).

Mme Goyenetche, salon Urkila : « Pourquoi n'être que des concurrents ? »

Qui sont vos clients ?

Nous avons davantage de femmes que d'hommes, de tous les âges, une clientèle locale, mais aussi, des personnes venues de plus loin, d'Orègue ou d'Anglet par exemple.

Pourquoi ces personnes font-elles le déplacement pour se coiffer ?

Nous nous connaissons depuis longtemps. Elles apprécient ma façon de travailler, mais cela va plus loin. Il y a une véritable relation humaine. Ce sont des moments de convivialité où nous bavardons, rigolons, discutons de notre vie quotidienne.

Cela est important pour vous, cette relation humaine ?



Oui, c'est indispensable. Je n'ai pas crée ce salon de coiffure dans le but de développer une grande affaire. Il me permet avant tout de vivre, de contribuer à faire vivre ma famille et à passer de très bons moments. Dans le salon, je rencontre des personnes très différentes, des agriculteurs, des étudiants, du personnel de santé. Je souhaite qu'ils se sentent à l'aise, dans la simplicité. Pour moi, ce salon est un lieu de vie.

La signalétique du magasin inclut l'euskara. Cela vous apporte-t-il quelque chose ?

En voyant la présence de l'euskara, certaines personnes me parlent directement en basque. Cela fait partie de la convivialité. Elles s'expriment parfois plus aisément en euskara qu'en français.

Comment avez-vous crée ce salon ?

J'ai réalisé le design moi-même, aidé de mes proches. Je l'ai crée à la mesure de nos moyens, mais au final, nous existons.

Cela ne vous gêne pas d'être excentré du centre-ville ?

Non. Au contraire, beaucoup de personnes préfèrent ne pas être vues pour éviter les commentaires.

Qui sont vos fournisseurs ?



Des représentants d'agences de St-Pierre-d'Irube, de Bayonne viennent régulièrement au magasin. Ces agences se fournissent auprès des marques françaises comme l'Oréal. Je m'approvisionne également de bijoux venus de Paris.

9 salons à Hasparren, la conccurence est-elle rude ?

Pour l'instant, ça va. Mais il est certain qu'il y a une concurrence entre les salons. Je regrette par contre que nous soyons incapables de la dépasser pour travailler ensemble. On a aussi des intérêts communs. Lorsqu'il y a une formation sur Bordeaux ou ailleurs, nous pourrions faire le déplacement ensemble, nous pourrions avoir plus d'échanges.

Navarre

Euskara expansion internationale.

Des professeurs d'euskara du Japon, de Finlande, d'Argentine et de Madrid racontent leurs expériences sur l'enseignement de la lingua navarrorum, dans leurs pays. Les raisons d'étudier l'euskara, à travers le monde sont très diverses, l'intérêt pour les équipes de foot Athletic, Osasuna ou Real Sociedad, la musique basque, le tourisme ou la gastronomie. Mais la première motivation est celle de connaître la langue vivante la plus ancienne d'Europe, le cas nork, ou d'apprendre une langue exotique. La plupart des élèves étudient d'autres langues vivantes. La découverte de l'existence de l'euskara est parvenue de diverses manière : des copains basques d'universités européennes, la découverte de l'arbre généalogique. La japonaise Hiromi Yoshida a appris le basque il y a plusieurs années et donne des cours à l'université de Tokyo. Cette année, les 36 places pourvues pour ce cours ont été remplies. Il existe des Lectorats d'euskara et de culture basque, dans plusieurs pays comme les États-Unis, la République Tchèque, etc : Longue vie à l'euskara.

Réunion Aralar-Gauche abertzale

Aralar, excision de la Gauche abertzale et opposée à la violence, vient de se réunir avec la Gauche abertzale, à Pampelune, pour écouter leur proposition Zutik Euskal Herria. La rencontre fut « positive, sincère et clarifiante ». Elle préconise des relations « normales » à l'avenir. Cette même réunion a eu lieu entre EAJ-PNB et la Gauche abertzale, il y a quelques jours à Sabin Etxea, afin d'y analyser également la situation politique.

Bollywood et San Fermín.

L'Inde est le premier producteur de cinéma au monde. Elle vient de demander une autorisation à la Mairie de Pampelune, afin de filmer un nouveau film « Running of the bulls », film qui évidemment, fait appel à Pampelune et aux taureaux. Il est envisagé que les acteurs indiens parlent dans le film, quelques mots en espagnol et en euskara. Une autre ouverture internationale de notre langue ancienne.

Communauté autonome basque

Lapurdi : Achats 30% plus cher

La différence de prix entre les achats de Lapurdi et Gipuzkoa continue de progresser. Il y a quelques années, la différence de prix étaient de l'ordre de 10%. Actuellement la différence est pratiquement de 30%. Les pâtes, l'huile et la viande sont les aliments ou la différence Lapurdi – Gipuzkoa est la plus elevée. Par contre, pour les fruits et légumes, la différence n'est pas si élevée, mais elle est moins chère, en Gipuzkoa. Si à cela, on ajoute le prix de l'essence et du tabac, on comprend les visites des acheteurs d'Iparralde au super d'Irun ou plus loin.

Imposition de symboles

Une décision du Tribunal supérieur espagnol impose l'installation du drapeau espagnol, sur la façade de la Diputación Foral du Gipuzkoa. Le Député Général du Gipuzkoa, Markel Olano a fait installer une plaque, à l'entrée du Palais foral du Gipuzkoa, dans lequel, il signale que le drapeau espagnol est une « imposition » et « un symbole imposé sous la menace de sanctions » qu'il « va à l'encontre de la volonté majoritaire des gipuzkoans. Ainsi que de la capacité de décisions de ses représentants » « un manque de respect de la volonté populaire et une négation du droit à décider librement ». L'avocat général de l'Etat espagnol a réagi et demande le retrait de cette plaque. Le Tribunal Supérieur du Pays Basque affirme que : « cette plaque et son contenu n'empêche pas que le drapeau soit à sa place » Fin de la polémique.

Gipuzkoa et euskara

77% des parents d'élèves choisissent l'enseignement en basque. Les parents d'élèves continuent à inscrire leurs fils dans le modèle D (uniquement en basque, avec l'espagnol comme deuxième langue), pour tout âge d'élèves préscolaire, jusqu'à 16 ans. Il est possible que ce chiffre augmente puisque 87% des parents d'élèves de 0-3 ans ont choisi le modèle D. Pour l'ensemble de la CAB, le chiffre se situe à 63,3%. 9,76% choisissent l'enseignement uniquement en espagnol et les autres sont dans le modèle B, à égalité entre le basque et l'espagnol. Rappelons qu'il y a dix ans, les choix étaient de 50% pour le modèle D, 28% pour le modèle B et 22% pour le modèle A.

Zumaia deux lignes du temps.

Les falaises de la plage d'Itzurun à Zumaia – Gipuzkoa, dont les falaises inclinées représentent 50 millions d'années d'histoire de la terre, incluent l'empreinte d'un météorite à l'iridium, qui soi-disant a fait disparaitre les dinosaures. La Commission Internationale de Stratigraphie l'ont officiellement considéré comme une référence mondiale. Elle sera signalée avec deux « clous en or », dans les rochers de Zumaia, une qui représente le passage de 61,1 millions d'années et l'autre d'il y a 58,7 millions d'années. Les changements survenus lors de ces lignes de temps sont : la disparition des dinosaures, la descente brutale du niveau de l'eau de mer, l'inversion des pôles magnétiques terrestres. Les clous en or, Golden Spike, s'inspire des clous dorés du chemin de fer américain, lors de son expansion à l'ouest américain et accompagné d'une plaquette commémorative.

Premier anniversaire.

Voilà un an, la gauche espagnole du Parti Socialiste soutenue par la droite espagnole du PP arrivaient au pouvoir en Euskadi, même si EAJ-PNB avait largement remporté les élections. Le bilan de cette première année du Gouvernement Lopez est contesté par pratiquement, l'ensemble de l'opposition, même celle du PP. Il manque un programme de gouvernance avec un laisser faire en matière économique ou pire encore le suivi des actions économiques du gouvernement Zapatero à Madrid. Etan donné les conséquences de cette mauvaise situation économique de l'Espagne sur Euskadi, l'appauvrissement de l'action internationale d'Euskadi, avec les répercussions possibles pour les entreprises basques sur les marchés extérieurs, la modification des symboles basques et l'« espagnolisassions ». Lopez a présenté son bilan d'action, lors de cette première année au BEC de Barakaldo, sous la chanson d'Alesha Dixon The boy does nothing (le garçon ne fait rien). Son chef de protocole aurait du choisir une autre chanson…

L'autonomie fiscale des trois provinces d'Iparralde sous l'Ancien Régime (Suite)

... Ces deux provinces jouissaient donc d'une exceptionnelle autonomie administrative au sein du royaume de France. Cette situation allait à l'encontre de la politique centralisatrice et unificatrice de la monarchie. Aussi le roi et ses agents s'efforcèrent-ils de les normaliser, ce qu'ils ne parvinrent pas à réussir en Labourd. Les Labourdins surent défendre avec efficacité leurs privilèges et leurs séculaires institutions jusqu'à la Révolution de 1789.

Il n'en fut pas de même en Soule où la noblesse était beaucoup plus présente qu'en Labourd. Arguant de la lenteur de la procédure de convocation du Silviet, assemblée des maîtres de maison, dû au caractère impératif des mandats des députés, donc de la lenteur des décisions prises, la noblesse parvint à obtenir du syndic général du pays, Armand de Hégoburu, de requérir du roi la

Guerre carliste



réforme de la Cour d'Ordre. Par lettres patentes du 28 juin 1730, le Silviet, la séculaire assemblée démocratique souletine, fut supprimé et remplacé par des États, composés des trois ordres du royaume : clergé, noblesse et tiers-état ; le nombre des députés du tiers fut réduit à treize, munis d'un mandat représentatif, ce qui excluait toute participation populaire. La Soule devint dès lors un pays d'états. Il survécut néanmoins jusqu'à la Révolution, mais sans pouvoir, comme simple rouage de l'administration financière du royaume.

La Basse Navarre

Le royaume de Navarre fut envahi par les troupes de Ferdinand d'Aragon en 1512 ; les souverains de Navarre, Jean d'Albret e Catherine de Navarre, se réfugièrent dans la seule merindad qui n'était pas occupée par les envahisseurs, ultra puerto, l'actuelle Basse Navarre. Ayant définitivement perdu la Haute Navarre, ils s'y établirent avec leur cour. Henri II d'Albret, à l'instar du roi de France et de celui d'Espagne, élargit son conseil par la représentation des villes et créa en 1523, à l'image des Cortes de Pampelune, des États généraux du royaume de Navarre, composés des représentants des trois ordres du royaume : Clergé, Noblesse et Tiers état. Ils étaient conformes aux États provinciaux qui avaient subsisté en France, soigneusement contrôlés par le roi de France et ses agents, surtout après 1620, date de l'annexion de la Basse Navarre au royaume de France.

Comme eux, leurs attributions étaient essentiellement d'ordre financier. Étant jusqu'au XVII[e] siècle, un royaume indépendant, il n'était pas assujetti aux charges fiscales qui pesaient sur les sujets du roi de France et avait conservé le droit primitif des États généraux, de consentir les subsides accordés au roi, sous forme d'une donation, encore appelée « don gratuit », pléonasme qui exprime l'autonomie des pays d'États, qui avait ses propres services publics. En fait, bien que volontaire dans son principe, la donation était régulièrement accordée. Son montant n'était pas fixé dans la lettre de convocation émanant d'un commissaire du roi qui se contentait de faire connaître à l'assemblée le désir du roi qu'elle fasse la donation « la plus grande » possible. Comme l'écrivait l'intendant d'Aine en 1772, les Navarrais regardaient ces impositions « non comme des contributions forcées, mais comme des engagements d'honneur et solidaires ». Les États évitaient de faire des donations fixes afin qu'elles ne passent pas en coutume et qu'il ne fût porté atteinte à leur liberté de fixer la donation faite au roi. Les

Bourg d'Ustaritz, capitale historique d'Ustaritz



principes étant saufs, les États acceptaient les exigences de la solidarité nationale.

À cette somme s'ajoutaient divers subsides extraordinaires, ainsi que la contribution aux dépenses de la généralité. Les États prévoyaient aussi des impôts locaux pour faire face aux frais de son administration, mais ils étaient contrôlés par l'intendant afin qu'ils ne nuisent pas au fisc royal. La somme globale était répartie par le trésorier du pays en dix districts, la quote -part de chacun d'eux étant répartie entre les paroisses. Dans les paroisses, des cotisateurs, choisis à tour de rôle parmi les contribuables, répartissaient la somme due entre les feux selon l'importance de leur propriété foncière. L'impôt était unique et foncier pour les contribuables. La Basse Navarre jouissait donc d'une réelle autonomie financière, mais étroitement surveillée par le gouvernement, surtout après les édits financiers de 1772.

Mais les États de Navarre, de création relativement récente, n'étaient guère représentatifs de la population locale. Les sept pays et vallées qui la composaient : vallée de Baïgorry, pays de Cize, pays de Mixe, pays d'Ostabaret, pays d'Arberoue, vallée d'Ossès et trilogie Irissarry-Iholdy-Armendaritz, avaient conservé leur organisation ancestrale, semblable à celle du pays de Labourd et du pays de Soule avant 1730 avec des assemblées paroissiales et une Cour générale par pays ou vallée, analogue à celles des vallées

voisines du versant sud des Pyrénées. Elles excluaient les clercs et les nobles, si les nobles y participaient c'était sans prépondérance, en tant que simples maîtres de maison, et sans droit de vote. Les délégués des assemblées des maîtres de maison des paroisses étaient munis d'un mandat impératif et la réunion de la Cour générale ou « jointe » se déroulait en deux sessions espacées d'une semaine. C'est elle qui fixait la quote part de chaque paroisse qui désignait parmi les maîtres de maison les cotisateurs et les collecteurs.

Les cinq villes : Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint Palais, Garris, Labastide Clairence et Larceveau avaient leur propre assemblée générale et un exécutif élu: maire et jurats.

Comme dans les autres provinces d'Iparralde, le roi intervint pour tenter de normaliser des institutions estimées « vieillies ». Par un arrêt du Conseil du 28 janvier 1775, il modifia l'organisation traditionnelle, introduisant les nobles et les représentants des villes dans les Cours générales. Mais cet arrêt souleva de telles protestations que son exécution fut suspendue. Un nouvel arrêt du 23 mars 1782 le confirma mais il ne fut que très partiellement appliqué.

En dépit des tracasseries administratives et des prétentions royales, l'autonomie de la Basse Navarre, à la veille de la Révolution était encore grande.

Ajoutons, avant de terminer, que, à la fin de l'Ancien Régime, tout un mouvement doctrinal contre le centralisme qui passait par une régénérescence des provinces se fit jour, avec les physiocrates, dont Turgot, Dupont de Nemours, le marquis de Mirabeau, et les philosophes dont Montesquieu qui louait l'indépendance des pays d'états et leur nature de corps intermédiaires naturels. Il inspira le directeur général des finances, Necker, qui engagea une politique de décentralisation. Mais Louis XV ne voulut pas en entendre parler. Sous Louis XVI, le contrôleur général des finances, Calonne, considérant que les pays autonomes étaient généralement plus prospères que les autres, reprit le projet de Necker et conçut le projet d'une administration décentralisée, créant en 1778 une Assemblée provinciale en Berry, puis en Haute Guyenne. Son successeur, Loménie de Brienne poursuivit son œuvre, instituant en 1787 une vaste réforme fiscale. Mais l'opposition fit encore avorter le projet. Cet échec fut lourd de conséquences puisqu'il provoqua la convocation des États généraux de 1789 et la Révolution. Cependant le bilan de la réforme administrative de 1787 est largement positif ; elle révéla une heureuse collaboration des gouvernés avec le gouvernement qui respecta en eux la voix de la province. Leur souvenir ne fut pas sans influencer le mouvement fédéraliste de 1792. Mais les Girondins passèrent, avec le projet de réforme administrative, à la guillotine, et la France, avec les Montagnards fut pour longtemps Jacobine. Elle l'est encore !

Le siège historique des Etats de Navarre, à St Jean Pied de Port, dans le domaine privé



Maïté Lafourcade,
Professeur émérite de l'Université de Pau – décembre 2009

EUSKARAREN DANTZA

Irakurle maiteak, sail berri honek gure hizkuntza goratu nahi du. Beriziki gaurko euskara ezagutaraziz, baina ere bai erran zahar bat oroitaraziz, euskalki baten hitz edo esapide bat agerian ezarriz, idazle bati buruzko xehetasunak, etabar…

Sail berri hau zuentzat egina da eta zuen oharrak, proposamenak, lankidetza, ongi etorriak izanen dira, nahi baduzue.

EZAGUTZEN OTE DUZU HITZ HAU ?

GILBOR : Sabela. Lagunarteko hitza. Gilborra ase arte.

Eta hitz honetatik hurbilak direnak, ideien elkartzeaz :

Gilbordura: Gilbortzea (ekintza eta ondorioa).

Gilbortu : da/du. Eraikuntzako hitza. Gehiegizko zamarengatik edo ardatzaren deformazioagatik, horma, murru, habe; etabarren erdialdea okertu.

GURE ERRAN ZAHARRAK :

« MAIATZEKO LOREA, URREA BAINO HOBEA ». Sasoikoa eta hain egia !

SINONIMOA : Konzezionarioa edo (eta hobe) EMAKIDADUNA : Concessionnaire. « EMAKIDA » : Concession, licence.

ESAPIDEA : "KANTALOTSEZ ARITZEA" Zer da ba atsotitz honen erranahia ? Honelako zerbait : biziki azkar kantatzea, ozenki, « à tue-tête ».

GURE IZENAK : Garbiñe.

Garbitik eratorria. Erdarazko "Immaculée" eta "Purification" izenen ordaina.

IRAKURTZEKO GOGOA EMATEKOTAN :

"HASPERENKA". Joseba Lozano-k idatzirik. Ipuin laburra (12 orrialdekoa). Nahiz eta oso gaia tristea izan (gazte baten deprezioa aipatzen du) hainbeste ongi idatzia da non zinez atsegin handiz irakurtzen baita. 2007an Donostia Hiriko literatur saria lortu zuen.

"Gizona Hilda dago, modu sinbolikoan behintzat; emazteak bakar-bakarrik utzi duenetik. Eta ordu samin horietan, oinazez beteriko egun horietan, ama da euskarri bakarra. Ama semearengana itzultzen da, haren ondoan sufritzeko eta porrotaren zapore mingotsa harekin batera murtxikatzeko. Hasperenka hasten da orduan ipuina, eta hasperenez hasperen ama-semeen arteko harremanak sendotuz joango dira. Tantaz tanta emango dio odola amak, eta, trukean gizonaren penak jasoko ditu. Harik eta udaberria heltzen den arte… eta berarekin bizitza eta… sendabidea… eta bakardadea."

Hilabete baten aktualitatea

Voici quelques articles parus sur notre blog : www.eaj-pnb.eu

Une Administration et un système politique déphasés

Frantziako sistema politikoa eta administratiboa urrunegi ezartzen ditu tokiko gizarte eta ekonomi eragileak eta erabakitzaile politikoak.

Savez-vous que Mme Kayanakis, procureure de Bayonne, celle qui enquétait sur la disparition de Jon Anza, ne respecte pas la loi ? Eh bien, figurez-vous que nous en avons la preuve. Selon la loi de la République, le parquet de Bayonne a 2 mois pour répondre à une demande de nomination d'un directeur de publication. En France, pays du contrôle de l'État par l'Administration, il faut l'autorisation de la Justice pour exercer une responsabilité dans la presse. Me concernant, il a fallu de mémoire 8 à 9 mois d'attente pour obtenir cette autorisation.



Une procureure hors la loi

Sachant qu'une autre Commission avec des sigles à rallonge avait besoin de ce document pour que nous soyons reconnus officiellement, je vous laisse imaginer le stress de ces mois d'attente. L'enjeu, une réduction notamment dans le tarif d'acheminement de notre mensuel. En face, un secrétariat, une boîte vocale qui ne m'a jamais permis d'accéder aux personnes décisionnaires. Au final, j'ai du utiliser l'argument du soupçon d'injustice dû à notre pédigree dangereusement abertzale pour que la situation se régularise. la Justice qui ne respecte pas la loi. Étonnant non ?

Une Administration lointaine

Au-delà de ce comble, il s'agit du quotidien d'une Administration française anonyme, en décalage avec la réalité d'acteurs sociaux ou privés. À quoi aboutira la réduction du nombre de fonctionnaires ? Derrière des prétextes gestionnaires, le risque d'avoir en face encore plus de boîtes vocales sans accent et l'impossibilité de discuter avec les véritables décideurs.

Des décisions politiques lointaines

En Pays basque sud, un industriel n'attend pas plus d'une semaine pour rencontrer le ministre de la Communauté autonome, qui traitera son problème. La prise de décision au plus près de la base, cela suppose une rapidité d'exécution qui devient un facteur de compétitivité. Mais la prise de décision et sa réalisation, cela suppose une compétence normative, une compétence et une capacité à concevoir et réaliser des politiques de soutien ou d'accompagnement, une capacité financière. Pour l'heure, la décentralisation à la française se résume à la conception de certaines politiques dans quelques domaines et l'incapacité des responsables politiques actuels à se saisir du droit à l'expérimentation, en matière normative. Pour la partie financière, on se dirige visiblement vers une recentralisation vers l'État, à contre-courant de l'économie contemporaine et des autres pays européens.

Biarritz Olympique Pays basque ?

Larunbatean, Anoetan, gaitzeko giroa Biarritzen garaipenarako. Beren jauntziak ikurriña eder bat erakusten zuten. Sabino Arana Goiri-k gustukoa ukanen ote zuen ikurriña hori ? Ez da segur.

Tout d'abord, bravo au Biarritz Olympique pour sa victoire sportive sur le Munster, dimanche dernier à Anoeta. Pourtant, l'Aviron Bayonnais et son état d'esprit demeure plus « rugbystique ». L'Aviron Bayonnais reste « fier de ses couleurs », le bleu et le blanc, le « txuri urdina » comme l'Athletic de Bilbao arbore ses couleurs rayées rouge et blanche, lointain souvenir, de ses racines anglaises et de son nom « Athletic ».

Et le rouge et blanc ?

Pourquoi le Biarritz Olympique n'a-t-il pas affiché ses couleurs rouge et blanche ? Pourquoi monopoliser l'ikurriña, le drapeau basque ? L'ikurriña est tout autant le drapeau de l'Aviron Bayonnais, ou de tout autre club du Pays basque nord. Biarritz ne serait-il pas fier de ses couleurs ou/et est-ce une opération de marketing pour attirer à terme les capitaux des entreprises du Pays basque sud ?

Où est le rugby « Pays basque » ?

Quel paradoxe au moment où le rugby du Pays basque nord traverse une passe difficile, avec plusieurs clubs, en difficulté sportive. Biarritz imite Perpignan, mais, l'agglomération du BAB est composée de deux autres villes, à la différence de la métropole régionale catalane. Le rugby « Pays basque » semble bien éclaté aujourd'hui. Biarritz peut devenir une locomotive pour attirer les capitaux des Basques du sud, comme l'USAP réussit à intéresser la Catalogne sud, Barcelone, y compris le Barça. Le rugby professionnel actuel rend-t-il crédible l'existence de deux équipes du Top 14, dans la meme agglomération ? En France, il s'agit en tout cas d'une exception, celle qui confirme peut-etre la règle. Mais la conséquence est indigeste pour le contribuable : une partie de la rénovation couteuse de deux stades dans la meme agglomération.

Bonne chance quand meme au Biarritz Olympique dans sa finale contre les Occitans de Toulouse ?

EAJ-PNBko arduradunen adierazpenak

Hala azken aste hauen Hegoaldeko EAJ-PNBko arduradunen ohar nagusienak. Irakurgai ere : http://www.eaj-pnv.eu web gunean.

Urkullu: "Euskadin zorroztasun eta euspen handiz kudeatu dugu"

Iñigo Urkullu EAJ-PNBren EBBren lehendakaria gaur goizean izan da Sabin Etxean Bizkaia osoko alkate eta alkategaiak bateratu dituen ekitaldian. Buruzagi abertzalearen esanetan "inork ezin izango du esan, Ez Euskadin ezta Espainian ere, Euzko Alderdi Jeltzalea ez dela arduratsua izan. Euskadin zorroztasun eta euspen osoz kudeatu dugu, Rodriguez Zapaterok zuena baino gehiago gastatzen zuen bitartean". "Jakin bagenekien egoera benetan zaila zela. Kontu berria da orain Rodriguez Zapatero presidentea ere jakitun dagoela. Bi urteotan esan diogu hau behin eta berriz" gaineratu du.



Urkulluk gogoratu duenez "Bizkortze ekonomikorako Egitasmoa gidatu genuen, Erakundeen Egonkortasunerako Hitzarmena ahalbidetu dugu erakunde guztietan aurrekontuak izan daitezen. Gizarte Politiken jasangarritasuna, fiskalitatea eta gastu publikoari eustea barnean hartzen duen akordioa". "Herenegun bertan, RZ Zapaterok osoko buelta eman dio bere diskurtso politiko-ekonomikoari eta hankaz gora jarri du bere ideologi guztia. Agerian geratu da Espainiar estatuan eredu sozialistak porrot egin duela".

EBBren lehendakariaren aburuz "txarrena da beren asmoa desgobernu honen ondorioak gizarte talde ahulenean daudenak - pentsiodunak- ordaintzea dela; eta bestetik nahi dute errugabeek errudunen bekatuak ordaintzea, hau da, beren huts egiteak ordainduko dituztenak lanak zuzen egin ditugunok eta urteotan gastua mugatzen jardun dugunok izatea, eta ezer egin gabe egon diren eta neurriz kanpo gastatzen egon direnen moduko zigorrak jasotzea".

Urkulluk bileran une batez sarbidea izan duten komunikabideen aurrean azaldu ditu topaketa honetarako zioak. "Lehenengo eta behin, urte honetarako estrategia zehaztea eta ahaleginak batzea gizarteak dituen beharrizan nagusiei erantzuna emateko. Bigarrenik, politika publikoen esparruan lehentasun eta ekimen nagusiak berraztertzea. Eta hirugarrenik, gure arreta nagusia garapen eta enplegua sortzeko aukeretan jartzea. Krisialditik albait arinen eta indartsuen irtetea".
"Alde batetik bestera dabilen Espainiar gobernuaren aurrean eta norabiderik gabe duen Eusko Jaurlaritza honekin, guri dagokigu Euskadiren lemari eustea, ahaleginak bateratzea, inbertitzea eta aurrera egitea" amaitu du.

Jose Luis Bilbao: "Hemengo pertsonen interesak defendatu behar ditugu"

Jose Luis Bilbao Bizkaiko Ahaldun Nagusia gaur goizean izan da Sabin Etxea EAJren Egoitza Nagusian, Iñigo Urkullu EBBren lehendakaria, Andoni Ortuzar BBBren lehendakaria, Iñaki Azkuna Bilboko lehendakaria; Ana Madariaga Bizkaiko Batzar Nagusietako lehendakaria eta Bizkaiko hautagai eta alkate direnekin izan den bileran.

Bilbaok azpimarratu duenez "egoera ekonomikoa nahiko latza da Europan eta Euskadin eta oso latza Espainiar estatuan. Egoera honek ahalegin bateratua egitera derrigortzen gaitu, lan aukerak sortzeko esfortzuan kontzentratua".

"Krisialdia ezin da ideia eta egitasmo krisia izan, guztiz alderantziz. Orain da lan egiteko, bilatzeko, proposatzeko garaia. Bizkaia herrialdearen interesak defendatu behar ditugu. Bertan bizi garen pertsona guztien interesak. Aurkakotasun politikoaren gainetik" gaineratu du.

Era berean, Iñaki Azkuna Bilboko alkateak aditzera eman duenez "Bilbaok osoa izan behar du eta hiri oso batek ez du soilik finantza edo enpresa gunea izan behar, kultur erreferentzia ere izan behar du; hiriak jakintza gunea izan behar du, kirol eta kultura bateratuko dituena". Azkunak gaineratu duenez "egia da kultur erreferentzia izan behar dugula, ekonomiari eta enpresa negozioei bultzada emateaz gain; horregatik Bilbo leku guztietan egon behar da, Brasilen izan gara eta une honetan gaude Shangai, Singapur eta Indian, gure nortasuna mundu osoan zabaldu behar dugulako. Horregatik egon gara Shangaiko Erakusketa Unibertsalean eta horregatik dugu buruan Milanera joatea".

Bestalde, Ana Madariaga Bizkaiko Batzar Nagusietako lehendakariak azpimarratu duenez "ezinbestekoa da EAJ-k Batzar Nagusietan gehiengo nahikoa izatea, Bizkaia osoaren onerako, Kontzertu Ekonomikoari etekin osoa ateratzen jarrai dezagun".

Azpiazu: "Zapatero eta Rajoiren arteko bilera, engainatzeko zen"

Pedro Azpiazu Euzko Abertzaleak taldean arlo ekonomikorako bozeramaileak Elena Salgado Espainiar bigarren presidente ordeari esan dionez, lehengo astean Moncloan Rodriguez Zapatero eta Rajoiren artean ospatu zen bilera "egiazko adar jotzea izan zen estatu barrutik eta kanpotik gure begira dauden hiritarrak, eragile eta erakundeak engainatzeko xedez egin zena". Gauzak horrela, bozeramaile jeltzaleak Rodriguez Zapaterori eta Rajoiri kritikatu dienez "ez dira behar izan den neurrian egon", egoera latz, premiazko eta larri honetan "egiturazko behar diren erreformetarako oinarriak ezarri beharrean, arazoari adarretatik oratu beharrean, Greziari emango zaion babesaz eta lehen presidente ordeak "era egokian finantza sistemaren berrantolaketa amaitu arte atzeratzea erabaki zuen" Aurrezki Kutxen erreformaz hitz egitera mugatu dira.

Zentzu honetan, Pedro Azpiazu beldur da Moncloan kutxen inguruan erdietsitako akordioaren bidez "ez ote duten estatutuak mugatzeko eta autonomien atzera pausurako bidea jorratuko, ustezko finantza eraginkortasuna helburu dutela". Horren inguruan iragarri duenez "bide horretatik abiatzen badira, gure Legebiltzar Taldeak ezezko borobila emango dio erreformari, autonomietako eskumenetan ez da atzera pausurik onartuko".

Egibarrek baieztatu du EAJ eta Hamaikabat-en arteko harremana

Joseba Egibar EAJren GBBren lehendakariak baieztatu duenez "EAJ eta Hamaikabat-en arteko lankidetza esparrua eman egingo da" orain arte "talde bien arteko esparrua eta lana banatzeko" formula zehazteke dagoen arren.
Egibarrek ETBri eskainitako elkarrizketan baieztatu duenez "lankidetzari ekiteko saiakeraren aldeko jarrera dugu baina lan egiteko formula hurrengo hilabeteotan zehaztuko dugu"
PSEk Bizkaiko Foru Ahaldun Nagusiari eginiko kritiken gainean esan duenez "beste alderdi baten aldetik ahaldun nagusirako hautagai izan nahi duen batek nabarmen geratu nahi du eta horretarako bilatzen du Jose Luis Bilbaorekiko borroka zuzena".

Ortuzar: "Eusko Jaurlaritzak Castrora metro bat egiteko lanak hasi ditu"



Bizkai Buru Batzarraren presidente den Andoni Ortuzarrek, Ricardo Ituarte, Santurtziko alkateak; Boja Liaño, Muskizko zerrenda buruak; Oskar Martinez, Ortuellako alkateak; Xabier Cuellar, Trapagako zerrenda buruak; Jon Andoni Etxebarria Abantoko zinegotziak; Juan Olea, Urdulizko alkateak eta Aitziber Irigoras Durangoko alkateak Sabin Etxean gaur prentsaurrekoa egin dute Bizkaiko garraio publikoei buruz hausnarketa egiteko.
Ortuzarren kazetarien aurrean adierazi duenez, "Bizkaiko hainbat herritako ordezkari, zinegotzi eta alkateekin nator zuen aurrera; eta Euzko Alderdi Jeltzalearen izenean, Bizkaiko herritar asko eta askoren kezka agertu nahi dugulako: Bizkaian, garraioaren arloan gertatzen ari diren albisteak oso larriak iruditzen zaizkigu eta gure jarrera argi eta garbi utzi nahi dugu jendaurrean".

"Azken asteetan larritasunez jarraitu ditugu Eusko Jaurlaritzaren erabakiak, eta kezkatuta gaude, Bizkaiko hiritarrentzat oso garrantzitsuak ziren erabaki asko nola atzeratzen ari diren ikusita. Edo okerrago dena, bertan behera nola utzi dituzten ikusita" gaineratu du.

Burukide abertzalearen ustez, "urtetan luzatu diren beste hainbat arazok konponbiderik gabe jarraitzen dute. Eta arazo horiei erantzuna eman beharrean, Eusko Jaurlaritzak eginkizun horiek alde batera utzi eta Castrora metro bat egiteko lanak hasi ditu".

Bukatzeko gaineratu du baita "Ezin ditugu ulertula Jaurlaritzaren erabakiak eta ez ditugu onartzen. Bizkaian pertsonen garraioak arazo larriak ditu eta Jaurlaritzari konponbideak eskatzen dizkiogu. Bizkaiak erantzunak behar ditu. Orain".

Erkorekak Zapaterori: "esan zenituen esaldiak jan dituzu"

Josu Erkoreka Euzko Abertzaleak taldearen bozeramaileak Jose Luis Rodriguez Zapaterok defizit publikoa murrizteko iragarri dituen neurriak "gogorrak eta erabatekoak "direla esan du. Erkorekaren hitzetan "zuk agindutakoaren kontrako neurriak dira" eta "piramide administratiboaren oinarriari baino ez diote eragiten, gailurraren egitura ukitu gabe uzten duzularik".
Erkorekak Zapaterori azaldu dio Gastu publikoa murrizteko egitasmoak "eztabaida eta erantzuna "eragingo duela" ahokada batez jaten baituzu hizketa toki honetan bertan gastu publikoa murriztea ezinezkoa zela eta aurrekontua osatzen duten partida batzuen ukiezintasuna aldarrikatzeko esan zenituen hitzak".



Zentzu honetan, bozeramaile jeltzaleak Espainiar Gobernuko Presidenteari esan dionez "hiritarrek ez dute ulertuko piramide administratiboaren oinarrian egindako mozketa orokorra, gailurraren egitura bere horretan mantentzen duzun bitartean"; horregatik exijitu dio "Gobernuaren egituraren erreformari ekitea", gaur egun "puztuta" dagoelakoan. Josu Erkorekak azaldu duenez "Estura-mezu hau ez da bat ere sinesgarria izango, funtzionarioa baino ez baditu estutzen eta Administrazioaren goi egiturak ukitu gabe".

KILIKA

Union Européenne ou chacun ses oignons ?

Ainsi donc la Grèce est en faillite. Les grecs n'ont plus un euro en poche. Chaque citoyen est couvert de dettes et les dirigeants du pays de honte. Que faire? L'Europe leur a prêté des sous. C'est quand même la moindre des choses de la part de pays censés être unis pour le meilleur et pour le pire. C'était ça ou l'idée européenne se faisait hara-kiri. Mais Hara-kirira le dernier ! Il est clair maintenant que pour résoudre les problèmes de Europe, il faut plus d'Europe et pas moins. Pour éviter que des états souverains en se ruinant mettent les copains dans la mouise, nos dirigeants européens ont recommandé le contrôle en amont des budgets prévisionnels de chaque état membre. Nous vîmes tout de suite à la télé les hommes politiques français de gauche et de droite lever les bras tel un De Gaulle des grands jours pour hurler à l'attaque insupportable contre la souveraineté nationale ! Alors que c'est l'intérêt même de tous les états européens, y compris la France. La peur de n'être plus que les dirigeants d'une région européenne à caractère particulier (français). He bien, nous, Basques, c'est exactement ce que nous souhaitons : développer librement notre personnalité en faisant partie d'un vaste ensemble solidaire qui partage nos valeurs de démocratie et de respect des langues et cultures composant ce même ensemble. Car enfin, il faut choisir: ou nous unissons de plus en plus nos forces pour défendre nos intérêts bien compris, ou bien nous nous séparons peu à peu jusqu'à revenir aux états dégorgeants de nationalisme imbécile qui nous valu tant de guerre. Ou nous laissons les Grecs vendre la Grèce pour payer leur dette (mais à qui ?) ou nous aidons un peuple qui fait partie de la famille Europe, lequel pourrait bien un jour, à son tour, nous aider.

Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Luis Arana Goiri (II)

Certains commentateurs ont posé la question : le départ volontaire de Luis Arana* fin 1899, pour le Pays basque continental n'a-t-il pas fragilisé Sabino sur le plan politique ? Cette question peut être formulée en d'autres termes plus précis : les progrès foudroyants des « euskalerriacos » dans les toutes premières années du XX^{e} siècle auraient-ils pu être enrayés, en présence de Luis ? Il est certain en tous cas que Luis déplorera la trop grande importance à ses yeux donnée par Sabino à ce secteur, comme il déplorera « l'évolution espagnoliste » de son frère au point de n'y voir qu'un projet erroné. Après la mort de Sabino en novembre 1903, il devient sur les sollicitations insistantes de son grand ami, Angel Zabala, désormais le délégué officiel du PNV, le conseiller politique de ce dernier. C'est ainsi qu'il se tient au courant en spectateur, toujours en Pays basque continental jusqu'à fin 1905, puis à Madrid durant six mois, enfin à Vitoria jusqu'à la mi-1908, des escarmouches internes qui ne cessent de se produire, certaines particulièrement vives entre le secteur orthodoxe (avec ses amis Angel Zabala et Miguel Cortes Nabarro) et le secteur « euskalerriaco » (au premier plan duquel Francisco Ulacia et Eduardo Landeta).

Président du BBB et de l'EBB

C'est peu après l'élection de Luis Arana comme Président du BBB en 1908 que ces querelles internes vont disparaître ; en effet, bien loin d'être opposé à Ramón de la Sota y LLano comme on le dit souvent, il entretient d'excellentes relations avec ce dernier. L'hebdomadaire *Euskalduna*, organe des « euskalerriacos » disparait et la propagande se répand dans les autres provinces péninsulaires au point que se constitue fin 1911, l'Euzkadi Buru Batzar du PNV dont Luis assure la présidence. Cette présidence est marquée par le douloureux conflit pour un catholique tel que Luis, avec l'évêque de Vitoria, M^{gr} Cadena. Ce conflit ne s'apaisera qu'avec la solution trouvée par Rome dans la question des prénoms basques.



Consolidation du parti

Outre l'organisation, la consolidation et l'expansion du PNV dans les années 1908-1915, une autre avancée considérable de la présidence de Luis sera la création du quotidien *Euzkadi* (février 1913). Disposer d'un organe de presse quotidien supposait en effet un saut qualitatif important pour la propagande nationaliste basque. Mais la création d'*Euzkadi* avait pour Luis son envers : lui-même avait été à l'origine de « l'entrée du loup dans la bergerie » avec la nomination comme directeur et rédacteur en chef de ce journal, du donostiar Engracio de Aranzadi. Les relations vont devenir assez rapidement très tendues entre Luis Arana et Engracio de Aranzadi : à la position pro-alliée (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) de ce dernier dans la première guerre mondiale, Luis Arana opposera – non pas une germanophilie qu'il n'a jamais défendue comme on a pu l'écrire ici ou là – mais une stricte neutralité, position qui s'avèrera cependant difficile à justifier et qui laissera place à l'approche de la fin du conflit, à une position plus franche en faveur des alliés.

« Défenestration »

Les divergences entre Luis Arana et la ligne politique du journal *Euzkadi* (inspirée par Engracio de Aranzadi) avaient laissé des traces ; un conflit relativement mineur (portant sur un seul siège de conseiller) lors des élections municipales de Bilbao de novembre 1915 aboutira à une sévère remise en question personnelle de Luis Arana et à son « incapacitación » pour exercer une fonction au sein du PNV, décidée par l'EBB le mois suivant. Il dût se résoudre à abandonner la présidence.

**Jean-Claude Larronde s'apprête à publier prochainement –par les soins de la fondation Sabino Arana – la biographie de Luis Arana Goiri.*

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238

Beñat Oteiza : « geroa gure gain »



Beñat Oteiza est le coordinateur régional d'EAJ-PNB. Voici son parcours militant, son abertzalisation progressive et son engagement politique. Voici un exercice schysophrène, celui de poser les questions et d'y répondre.

Comment êtes-vous devenus abertzale ?

Durant mon adolescence, je n'apportai que très peu d'intérêt à la langue et à la culture basque. Puis, le fait d'étudier, de travailler à l'extérieur, à Bordeaux, à Paris ou à Atlantic City, aux États Unis a renforcé le sentiment basque. Rien de tel que d'être plongé dans d'autres cultures pour prendre conscience de la sienne, même s'il s'agissait largement d'une coquille vide. À l'époque, bascophone passif, j'étais seulement capable de comprendre l'euskara. Notre génération s'inscrit dans la lignée des générations de Basques, amnésiés par l'Histoire offficielle de l'Éducation Nationale. Puis, au coeur se rajoute la raison. À l'issue d'un Deug d'AES à Bordeaux, j'ai suivi une maîtrise professionnelle en « développement local », à Paris XIII, Villetaneuse. Là, j'ai pris conscience que la dynamique associative abertzale était le moteur caché du Pays basque nord. La créativité associative de cette génération abertzale des années 60-70 a été extraordinaire : Seaska, AEK, Lauburu, Hemen, Herrikoa, les associations culturelles… C'était une des conclusions d'un mémoire préparé, dans le cadre d'un stage réalisé, au sein de l'association d'animation économique Hemen, en 1993. J'ai proposé un cadre théorique et des conclusions qui ont fortement déplu aux membres du jury.

Que s'est-il passé ensuite ?

Cet échec a été terrible à supporter même si, le diplôme était obtenu. Hemen a été mon premier pas dans le monde abertzale. Je ne l'ai plus quitté, sans aucun regret. Après une période très difficile à vivre, les dirigeants du Centre Culturel Haize Berri d'Ostabat m'ont engagé comme permanent, en 1995. Puis en 2002, je suis devenu salarié d'EAJ-PNB. Merci à ses militants bénévoles, et en particulier, à M. Arbeletche, qui m'a accordé sa confiance. Ce remarquable président d'Haize Berri a du se débattre pendant des années, dans un contexte économique et politique difficile.

Pourquoi êtes-vous devenus jeltzale ?

La rencontre avec Manu Bakero, en 1994, a été déterminante. Dès décembre 1994, nous avons créé entre plusieurs, EGI Iparralde, l'organisation des jeunes d'EAJ-PNB, avant de devenir membre d'EAJ-PNB, en 1998. De sensibilité de centre gauche, catholique non par la foi mais par l'éducation reçue, devenir jeltzale n'était pas a priori naturel. En fait, les militants et le Parti sont très loin des clichés que l'on véhicule à l'extérieur. Depuis sa création, il s'agit d'un mouvement ouvert aux avancées sociales.

Que représente pour vous EAJ-PNB ?

EAJ-PNB est devenu une seconde famille. Ce mouvement a une véritable force d'attraction, une histoire et une réussite remarquable. En Pays basque sud, on le nomme l'Alderdi, le Parti. Cela est significatif. EAJ-PNB, c'est le parti d'extraordinaires leaders, le parti de l'ikurriña, de la résistance au franquisme, au nazisme, le parti de l'européisme, du développement local réussi, des cluster, du Guggenheim, de la régénération de l'euskara. C'est un parti de masse qui fascine ou irrite par sa puissance de groupe : 30 000 militants, autant que le Modem sur la France, plus de 200 batzoki, les sièges des Organisations locales qui sont autant de bars restaurant. Sabino Arana Goiri, le maestro l'a conçu pour devenir l'instrument de libération nationale et sociale du peuple basque. Il le demeure. Son côté hégémonique est inscrit dans ses gênes pour cela.

Pensez-vous qu' EAJ-PNB puisse s'implanter en Pays basque nord ?

Oui, sans hésiter. C'est un parti conçu, en Pays basque sud, voilà plus de 100 ans, adapté, à la société actuelle du Pays basque nord. Voilà des personnes très proches par leur mentalité, alors qu'ils s'expriment souvent en castillan. D'ailleurs, hormis le cliché du terrorisme, les Basques du nord et du Sud qui nous connaissons si mal, sommes bien souvent perçus de la même manière, en Espagne et en France : travailleurs, respectueux de la parole donnée… Nous devons tout de même prendre en compte l'histoire récente qui nous a rendus différents dans nos modes de vie sociaux, notre économie, proposer une identité basque ouverte : distinguer la citoyenneté de la nation basque. Ici, des personnes ne se considèrent pas de nation basque. Pour autant, tout habitant du Pays basque doit bénéficier des mêmes droits et devoirs individuels, en tant que citoyen basque. Ce fut une des idées clés du projet de Nouveau Statut, proposé par le Lehendakari Ibarretxe et approuvé par le Parlement basque, en décembre 2004. Il fut rejeté par le PP et le PSOE. Je suis persuadé que nous abertzale, sommes en avance sur la pensée politique des responsables politiques français et espagnols. Aujourd'hui, je me sens bien plus Basque que français. Ma carte d'identité indique une nationalité française virtuelle. Ce document fondamental pour l'Administration ne reflète pas la réalité. Les 3 mois passés, aux États Unis, en 1992, essentiellement, dans le New Jersey ont créé un réel sentiment européen.

Quel est le principal message que vous souhaitez transmettre ?

Prenons notre avenir en main, geroa gure gain. C'était le titre du mémoire de maîtrise. Cela signifie pour moi être conscient de ce que je peux réussir par moi-même et accepter l'aide d'autrui. Réussir par soi-même, notre côté individualiste, vouloir et devoir faire confiance aux autres, notre côté social.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr** - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 **daniel.camblong@wanadoo.fr** - Saint-Jean-de-Luz, **Ander Ugarte** 05.59.26.99.26 **ander.ugarte@wanadoo.fr.**

100 % PAPIER RECYCLÉ
Imprimé sur papier recyclé